

La Voix des Communistes



N° 25
Mars
2019
2€

Journal central du **RASSEMBLEMENT ORGANISE DES COMMUNISTES - Marxistes Léninistes**

Pour la construction du Parti Communiste Révolutionnaire du Proletariat de France



Avec ou sans «RIC», la démocratie bourgeoise exercera toujours le pouvoir de la classe capitaliste sur les travailleurs

**Le capitalisme ne peut être réformé
il doit être abattu.**



SOMMAIRE



Les gilets jaunes et les tâches
des communistes marxistes-léninistes page 3

La nature des revendications

Le positionnement de la CGT

Apolitisme, ou politique à la manière de secret de polichinelle

La démocratie directe

Petite bourgeoisie et classe ouvrière



Les travailleurs n'ont rien à espérer de l'état bourgeois page 13



Union européenne, union impérialiste..... page 15

L'UE, un conglomérat impérialiste

Des problèmes structurels affectent l'UE

La "gentille démocratie" contre le "méchant populisme"

Les élections au parlement européen

L'OTAN/EU



Au sujet de certains aspects
des révolutions russes de 1905 et 1917 page 26



Référendum en Kanaky page 31



Solidarité avec le peuple kurde en lutte
pour ses droits nationaux et démocratiques page 33



Extraits d'un article sur la situation au Venezuela
publié sur notre site page 35

Le Rassemblement Organisé des communistes Marxistes Léninistes (ROCML) est né en 2010 d'un processus d'unification de militants communistes. Les militants ont comme base idéologique la théorie scientifique du marxisme-léninisme. Le PCF s'est écarté de la voie révolutionnaire et a mené les travailleurs à la défaite en trahissant leur cause. Le ROCML se donne pour objectif de participer à la construction d'un parti révolutionnaire pour tous les travailleurs de France. Il diffuse la Voix des Communistes, qui est son journal théorique et politique.

CONTACTS

**Rassemblement Organisé des
Communistes Marxistes Léninistes**

roc.ml@laposte.net
<http://rocml.org/>

Jeunesse Communiste Marxiste Léniniste
<http://rocml.org/jeunes-communistes/>

EDITO

Le capitalisme peut-il être réformé ?

Plus d'un an et demi après l'élection d'Emmanuel Macron à la présidence de la République rendue possible car censée répondre au discrédit des partis traditionnels de gouvernement, la défiance perdure et s'est étendue à la nouvelle formation politique de la République en Marche. C'est l'un des fondements de la révolte des « gilets jaunes » qui rejettent la politique des partis bourgeois et le personnel politique en charge de la mettre en œuvre.

L'augmentation du pouvoir d'achat est le thème important de ce mouvement hétéroclite. Des travailleurs et travailleuses des couches les plus défavorisées, chômeurs, retraités, travailleurs précaires, ont clamé leur détresse, les difficultés à vivre et à survivre. Les diverses organisations de charité, les restos du cœur et autres ne suffisent plus à masquer la réalité : La paupérisation d'un nombre toujours plus important de ceux qui n'ont que la vente de leur force de travail pour vivre.

Cette mobilisation « gilets jaunes » est aussi porteuse d'une revendication politique : le Référendum d'Initiative citoyenne (RIC) qui serait censé

permettre au « peuple » de s'exprimer et d'obtenir certaines avancées « démocratiques ». Cette revendication est révélatrice des illusions sur la république bourgeoise et sur son État qui empêchent les travailleurs de remettre en cause la domination de la classe capitaliste.

Les « gilets jaunes » reprennent à leur compte la trilogie Liberté, Égalité, Fraternité fondatrice de la république bourgeoise. Mais la liberté c'est la liberté de la bourgeoisie, du capital d'exploiter les travailleurs; l'Égalité, c'est l'Égalité dans les conditions pour les capitaux de se concurrencer sur le marché national et international; et enfin la Fraternité, c'est la fraternité de toutes les bourgeoisies capitalistes pour s'opposer à la contestation de leur pouvoir par les prolétaires du monde entier.

Sous le capitalisme, les divers capitaux ne peuvent se valoriser, croître, qu'en exploitant les travailleurs, et dans la concurrence acharnée à laquelle ils se livrent à tous les niveaux ils doivent être plus productifs, compétitifs (augmenter les profits au détriment des salaires). Ils le sont en augmentant la productivité, l'intensité au

travail, en réduisant ou bloquant les salaires, avec comme conséquence le chômage pour certains, et pour tous l'augmentation de la misère. Et cette spirale infernale est sans fin dès lors que tous les capitaux suivent la même voie.

Ces illusions sur la république bourgeoise et la possibilité d'y faire entendre la voix du peuple sont partagées par les « gilets jaunes » quelles que soient leurs orientations politiques. « Décider périodiquement pour un certain nombre d'années, quel membre de la classe dirigeante foulera aux pieds, écrasera le peuple au Parlement, telle est l'essence véritable du parlementarisme bourgeois » constatait Lénine [1] en 1917. La corruption des élus, les affaires qui éclatent périodiquement ne sont pas la cause du dysfonctionnement de la démocratie mais une conséquence du fonctionnement du système de production capitaliste lui-même. Dans la république démocratique « la richesse exerce son pouvoir d'une façon indirecte, mais d'autant plus sûre » à savoir : premièrement par la « corruption directe des fonctionnaires », deuxièmement par « l'alliance entre le gouvernement et la Bourse » [2].

1. Lénine « L'État et la Révolution »
2. Ibidem, citation d'Engels

Il est illusoire d'attendre du gouvernement Macron de prendre en compte les revendications des travailleurs, l'augmentation du pouvoir d'achat; au contraire le capital au service duquel il gouverne exige de tout le personnel politique bourgeois de continuer à prendre des mesures pour favoriser l'accroissement du

capital avec profit et donc à s'en prendre aux travailleurs et dévaloriser la force de travail.

Aujourd'hui aucune force politique ne remet en cause radicalement le système capitaliste, et c'est pourtant la seule voie à suivre pour les travailleurs. Ils devront à l'avenir reconstruire une telle force, leur Parti

communiste révolutionnaire qui les conduira à abattre ce système générateur de misère, de famine, de guerre, de désastres écologiques et climatiques et à le remplacer par une société débarrassée de tous ces maux, la société socialiste. Il appartient aux communistes d'apporter leur contribution, par leur action, à cette tâche.

À bas le capitalisme !

Vive le socialisme !

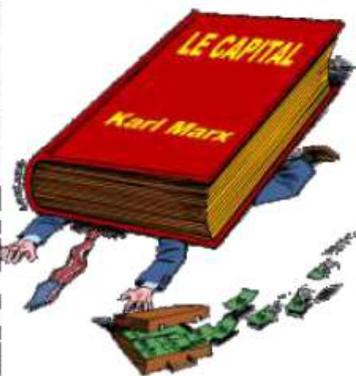
SUR NOTRE SITE
Dans



Un dossier sur le VENEZUELA avec notre dernier article sur la situation VENEZUELA

Un dossier sur la lutte du peuple kurde pour ses droits démocratiques et nationaux

LA LIBRAIRIE DU ROCML



Nos Brochures

-LE PROCESSUS DE RESTAURATION DU CAPITALISME EN URSS APRÈS LA PRISE DU POUVOIR PAR LES RÉVISIONNISTES KHROUCHTCHÉVIENS Par Bill BLAND

-CONTRIBUTIONS A L'ANALYSE DU PROCESSUS DE RESTAURATION DU CAPITALISME EN URSS

-LA SIGNIFICATION HISTORIQUE DE L'OUVRAGE DE STALINE « LES PROBLÈMES ÉCONOMIQUES DU SOCIALISME EN URSS » - Bill Bland 1994

Et les classiques du ML :Marx, Engels, Lénine, Staline à télécharger sur notre site

Les "gilets jaunes" et les tâches des communistes marxistes-léninistes

Les mobilisations des "gilets jaunes" suscitent des appréciations diverses et variées. Certains constats sont partagés et conformes à la réalité, notamment deux : que, indépendamment des individualités de ceux qui jouent un rôle de "réfèrent" ou sont mis en avant par les médias comme "figure", les populations touchées et impliquées incluent une forte composante prolétarienne ou semi-prolétarienne; et que ces évène-

déviennent vers une vision subjectiviste de la part de ceux qui prennent leurs désirs pour des réalités. Par exemple [1] : « C'est une vague qui vient des entrailles du peuple, des damnés de la terre, surexploités par le capitalisme dont Macron est la figure de proue. » La composition sociale des manifestations est hétérogène : travailleurs salariés ainsi que personnes appartenant aux couches pauvres des milieux pro-

létariens constitue aussi un point de cristallisation qui permet aux représentants des couches de la petite bourgeoisie parties prenantes des mobilisations, d'assumer un rôle de figures de proue. Ainsi, sous un certain aspect, les mobilisations sont un symptôme du fait que des portions considérables de la petite bourgeoisie subissent les effets sur leurs conditions de vie, de la pression qu'exerce le capital confronté à la situation de crise économique prolongée. Ces couches sont effrayées par la menace du déclassement susceptible de les faire basculer dans la situation de prolétaires.

La nature des revendications

Le principe de base en ce qui concerne l'organisation est celui de la communication par les réseaux sociaux. La formulation des revendications exprimées a suivi le même mécanisme, du moins au niveau national. Cela a eu comme conséquence, dans un premier temps, un fleurissement d'expressions de mécontentement couvrant un large éventail : prix de l'essence, taxes sur le carburant, taxes de toutes sortes, cout de la vie, rejet du gouvernement et de Macron. Par la suite, bien que dans leur ensemble les mobilisations aient gardé un caractère bigarré, s'est établi partiellement un sem-



ments accentuent les facteurs de déstabilisation que subit le gouvernement, qui est déjà en position fragile du fait de l'incapacité de Macron de mettre en œuvre la méthode de fonctionnement qu'il avait proposée à la bourgeoisie comme candidat aux élections présidentielles.

Il ne faut pas pour autant s'engouffrer dans des interprétations stéréotypées qui

létariens (chômeurs, retraités, familles monoparentales), couches inférieures de la petite bourgeoisie travailleuse (petits artisans, petits commerçants, petits transporteurs, petits paysans), autoentrepreneurs de toutes sortes, chefs d'entreprise. Les protestations contre les taxes sur le carburant sont largement partagées par les travailleurs, mais cette ques-

1. "Avec ou sans gilet, tous unis pour faire payer les riches!", Chantiers Actu n° 10. http://cercles.communistes.free.fr/rcc/publi/tracts/2018_12_25_chantiersactu10.pdf

blant de mouvement structuré, autour principalement de deux personnages représentatifs. Une liste de revendications a été élaborée

coïncidence "gilets jaunes"/ LFI/ RN se remarque pour les revendications suivantes formulées par les "gilets jaunes" : Progressivité de

norme; Emplois pour les chômeurs; Gaz et électricité publics et baisse des prix; Stop à la fermeture des petites lignes, des bureaux de postes, des écoles; Transport de marchandises par voies ferrées; Que les causes des migrations forcées soient traitées; Déconnexion des temps électoraux des élections présidentielles et législatives. À noter en particulier le chiffrage à 1300 euros du SMIC, figurant effectivement dans le document "L'Avenir en commun" (plus précisément, 1326 euros pour 35 heures) [5].



réée, toujours par voie de réseaux sociaux [2].

Quel que puisse être le degré d'influences directes émanant des forces politiques dont, officiellement, les "gilets jaunes" se démarquent, le fait est que des parentés considérables existent. Pour se mettre en avant, La France Insoumise dresse la liste des points qui, figurant parmi les revendications des "gilets jaunes", font partie également du programme de LFI présenté au cours de la campagne pour les élections présidentielles de 2017 et/ou ont fait l'objet, depuis, de propositions de loi [3]. Il se trouve que, sur un certain nombre de sujets, des orientations similaires sont promues par le Rassemblement National [4]. La coïn-

cidence "gilets jaunes"/ LFI/ RN se remarque pour les revendications suivantes formulées par les "gilets jaunes" : Progressivité de l'impôt avec plus de tranches; Pas de prélèvement à la source; Que les gros payent gros et que les petits payent petit; Récupérer les 80 milliards de fraude fiscale; Retraite à 60 ans; Interdiction des délocalisations; Interdiction de brader les biens français; Plus de moyens (justice, police, armée, éducation). En ce qui concerne la comparaison établie par LFI, s'ajoutent à cela les revendications suivantes : Augmenter le SMIC à 1300 euros; Revalorisation des retraites à 1200 euros minimum; Zéro SDF; Fin de la politique d'austérité; Cesser de rembourser les intérêts de la dette qui sont déclarés illégitimes; Fin du travail détaché; Sécurité de l'emploi; Retour au CDI comme

Le positionnement de la CGT

La CGT a clarifié progressivement, au niveau confédéral, sa façon d'intervenir en rapport avec les "gilets jaunes" : elle met en avant qu'une partie importante des revendications formulées par les "gilets jaunes" coïncident avec celles portées par la CGT, et elle tient compte du fait que parmi ses membres, nombreux sont ceux qui participent aussi aux mobilisations des "gilets jaunes". Cependant, aux niveaux inférieurs de la structure organisationnelle et à la base, certains « demandent [...] à la confédération d'accélérer le rapprochement » ou plus précisément considèrent que « la confédération devrait être à l'avant-garde de ce mouvement populaire » [6].

Des contacts entre des

2. <https://www.francebleu.fr/infos/societe/document-la-liste-des-revendications-des-gilets-jaunes-1543486527>
<https://fr.scribd.com/document/394450377/Les-revendications-des-gilets-jaunes>
3. <https://lafranceinsoumise.fr/2018/12/17/demandes-des-gilets-jaunes-les-propositions-de-la-france-insoumise-toutes-rejetees-par-en-marche/>
4. <https://www.rassemblementnational.fr/pdf/144-engagements.pdf>
5. <https://avenirencommun.fr/livret-emploi-rtt/>
6. "Avec ou sans gilet, tous unis pour faire payer les riches!", Chantiers Actu n° 10. http://cercles.communistes.free.fr/rcc/publi/tracts/2018_12_25_chantiersactu10.pdf

"gilets jaunes" d'une part, des syndicats CGT de l'autre, se sont produits ici et là. Il est utile d'en citer quelques exemples, afin de se rendre compte de ce que peuvent être - ou ne peuvent pas être - de telles initiatives.

Dans l'agglomération de Rouen, des rapprochements se sont établis entre des collectifs de "gilets jaunes" et les Union locales CGT [7]. La CGT a porté la revendication d'augmentations des salaires et du SMIC. Un appel à la grève a été lancé pour le 30 novembre par la CGT au sein de l'usine Renault à Cléon « pour ancrer cette colère » dans l'entreprise. Des ronds-points et d'autres entrées au site ont été bloqués. Outre le syndicat de l'usine et les "gilets jaunes", participaient des délégations d'autres entreprises et d'Unions locales CGT. Dans le secteur automobile également, on peut noter un appel à la grève sur quatre jours lancé par la CGT Michelin Blanzay (Saône-et-Loire) « afin de pouvoir participer à tous les points de blocages des Gilets Jaunes et celui de la CGT à l'échangeur vers Michelin » [8].

Les ports ainsi que les terminaux pétroliers constituent fréquemment une cible.

Le 20 novembre des "gilets jaunes" bloquent l'accès de la raffinerie Total de La Mède (située près de Marseille) [9]. Une intervention

des CRS les contraint à se replier, mais le 21 la CGT lance une mobilisation avant les négociations salariales annuelles programmées pour le lendemain. Le délégué CGT de la raffinerie : « 80 % des postés sont en grève, nous arrêtons les expéditions, camions, bateaux. Cela donnera un bol d'air aux gilets jaunes. On est tous dans le même bateau. » À Donges (près de Saint Nazaire) [10], le site de la raffinerie Total est bloqué par intermittence par des

des ports ». La grève touche également la raffinerie de Grandpuits (Seine-et-Marne) et celle de Feyzin (Rhône).

En ce qui concerne les ports, des mouvements revendicatifs s'étaient développés pour des raisons spécifiques, en rapport avec la perspective d'une régionalisation des grands ports maritimes. Dès octobre dernier, des actions de protestation ont été menées à ce sujet par des syndicats CGT, elles se sont poursuivies après le surgissement des "gilets



"gilets jaunes" à partir du 20 novembre, pour plusieurs jours, les expéditions sont perturbées. Le délégué CGT de la raffinerie : « On ne bloque pas les raffineries, on se met en grève. Donc on n'entrave pas la liberté de passage, mais on arrête les expéditions, on baisse les débits, on arrête les chargements, les approvisionnements des dépôts et

jaunes". Le 15 novembre le Premier ministre Édouard Philippe, lors d'une réunion du Comité interministériel de la mer annonce la décision de fusionner les ports du Havre, de Rouen et de Paris dans un établissement public unique. Alors les Fédérations CGT nationales des Ports et des Docks décident de rejoindre le mouvement des "gilets

7. <https://www.tendanceouest.com/actualite-302615-seine-maritime-la-cgt-appelle-a-rejoindre-les-gilets-jaunes.html>

8. <https://www.lejisl.com/edition-montceau/2018/12/06/la-cgt-appelle-a-la-greve-chez-michelin-du-7-au-10-decembre>

9. <https://www.laprovence.com/actu/en-direct/5252990/raffinerie-total-la-mede-la-cgt-entre-dans-la-danse-avec-le-gilets-jaunes.html>

10. <https://www.breizh-info.com/2018/11/22/106401/gilets-jaunes-les-raffineries-total-rejoignent-le-mouvement>

jaunes", à partir du 23 novembre [11]. L'un des porte-paroles indique : « De toute façon la plupart des dockers sont déjà des gilets jaunes à titre individuel, donc autant agir ensemble et de manière collective pour être plus efficaces. Nos patrons comprennent, car eux aussi souffrent de la hausse des taxes sur les carburants comme de la hausse des impôts en général. » Mais la CGT incite simplement ses adhérents à rallier les "gilets jaunes" pendant les jours où ils ne travaillent pas, ou en dehors des heures de travail. « Même si le patronat comprend, les entreprises du transport et de la logistique souffrent du mouvement qui paralyse pas mal les échanges de marchandises, pas la peine d'en rajouter en manifestant sur nos heures de travail », explique un docker, "gilet jaune" à Calais.

Toujours dans le cadre de la protestation contre la fusion des ports de l'Axe Seine, le 3 décembre des dockers et agents portuaires CGT du port de commerce de Lorient débrayent et bloquent le boulevard de la Rade, à proximité de l'entrée du port de commerce qui, elle, reste libre d'accès [12]. Le même jour, des "gilets jaunes" rejoints par

la CGT bloquent le terminal pétrolier Rubis de Grand-Quevilly, près de Rouen [13].

Le 2 décembre des "gilets jaunes" commencent à bloquer l'accès au dépôt pétrolier BP de Frontignan, près de Montpellier [14]. Aucun camion-citerne ne peut rentrer sur le site, mais les "gilets jaunes" laissent passer les automobilistes qui souhaitent se rendre aux domiciles et aux centres commerciaux situés près du dépôt. Le lendemain, le blocage s'étend à un des accès au port de Sète en soutien aux dockers et aux grutiers, dont des syndicalistes de la CGT, qui se sont mis en grève pour leurs propres revendications liées à des questions de pénibilité au travail. La grève s'étant arrêtée à midi, les "gilets jaunes" ont ensuite libéré l'accès au port. Le 4 à nouveau des "gilets jaunes" bloquent deux accès menant au port de Sète. Là, des dockers arrivent pour faire partir les "gilets jaunes" en déblayant les encombrants. Puis c'est le tour à des personnes cagoulées intervenant pour dégager les "gilets jaunes" qui restaient au dépôt pétrolier de Frontignan. Un docker justifie l'intervention en faisant valoir que les blocages ralentissaient l'activité du port, et que cela

les pénalisait étant donné que leur prime dépend de l'activité du port.

À partir du 29 novembre, le port de marchandises de Brégaillon, à La Seyne sur Mer, était complètement paralysé par des barrages de "gilets jaunes" [15]. La zone était inaccessible pour les dockers de même que pour le personnel portuaire de la chambre de commerce, ce qui entraînait leur mise au chômage technique - mais il faut préciser qu'une partie des dockers sont payés à la tâche. Dans un premier temps les dockers réagissaient en bloquant eux-mêmes le 3 décembre l'entrée nord est du centre-ville de la Seyne, dans l'espoir d'amener ainsi les "gilets jaunes" à stopper le blocage du port. Puis le 5, ils ont dégagé par la force l'accès au terminal de fret, au moyen de bulldozers.

Dans tous ces cas, l'intérêt du rapprochement des initiatives entre "gilets jaunes" et syndicats est principalement pratique : renforcer l'effet de pression d'une part sur le gouvernement, d'autre part sur la direction d'entreprise, par une simultanéité d'actions dans le temps. C'est important, mais il ne s'agit que d'une coopération conjoncturelle, et pas d'une collabo-

11. <https://www.clicandsea.fr/actualites/economie/les-gilets-jaunes-rallies-par-les-dockers/>

12. <https://www.ouest-france.fr/bretagne/lorient-56100/lorient-debrayage-des-dockers-et-des-agents-cgt-du-port-de-commerce-6106037>

13. https://actu.fr/normandie/rouen_76540/gilets-jaunes-cgt-bloquent-terminal-petrolier-rubis-pres-rouen-une-convergence-forces_19882009.html

14. <http://www.lepoing.net/les-gilets-ont-bloque-le-port-de-sete-et-maintiennent-les-barricades-au-depot-petrolier-de-frontignan/>

<http://www.lepoing.net/gilets-jaunes-situation-confuse-au-port-de-sete-et-au-depot-petrolier-de-frontignan/>

15. <https://www.varmatin.com/greve-mouvements-sociaux/le-port-de-commerce-de-la-rade-de-toulon-toujours-bloque-une-centaine-de-routiers-bloques-a-lexterieur-282438>

<https://www.varmatin.com/greve-mouvements-sociaux/lentree-de-la-seyne-completement-bloquee-par-les-dockers-du-bregaillon-qui-rejoignent-les-gilets-jaunes-282477>

<https://www.varmatin.com/faits-divers/des-affrontements-entre-dockers-et-gilets-jaunes-font-six-blesses-a-la-seyne-283089>

https://www.varmatin.com/vie-locale/l-acces-au-port-de-bregaillon-libere-par-les-dockers-283270-jaunes_5392860_3224.html

ration au plein sens du terme, qui montrerait une fusion organique entre syndicalistes et "gilets jaunes" dans un mouvement unique. La reconnaissance de ce fait ressort d'ailleurs indirectement d'un certain discours évasif souvent tenu par des syndicalistes : « Les syndicalistes et les "gilets jaunes" sont avant tout des citoyens » [16]. « Nous savons que les gilets jaunes ne veulent pas des syndicats,

vailleux-employeur - même s'il peut se prolonger au-delà de l'entreprise pour inclure l'état, ne les concerne pas.

Extrait d'un reportage [18] : « Beaucoup, chez les gilets jaunes, disaient fermement ne pas vouloir rejoindre le mouvement syndical. "Parce qu'il est politisé et proche des entreprises. Les syndicats luttent pour la répartition du gâteau. Nous,

Côté CGT, c'est parce que symétriquement, il faudrait parler politique pour expliquer en quoi il peut y avoir des objectifs communs. Il n'y a que le discours réformiste qui peut apporter un faux-semblant de raisonnement universel.

Extrait d'un communiqué de la Fédération CGT des Services publics [19] : « L'heure est à l'action pour gagner sur les revendications ! [...] Gilets jaunes, gilets rouges, sans gilets, la Fédération CGT des Services publics soutient toutes celles et ceux qui luttent pour une répartition des richesses au bénéfice du plus grand nombre. »

Extrait d'un tract de la CGT du site de Renault à Cléon [20] : « La mobilisation des gilets jaunes est un succès et c'est tant mieux ! Ceux qui manifestent leur colère face à l'augmentation des prix ont mille fois raison !!! Nous devons continuer, tous ensemble et exiger une meilleure répartition des richesses. »

mais avant d'être des dockers, nous sommes aussi des citoyens » [17].

Parfois, dans les discussions au sujet des perspectives d'actions communes transparait la différence d'approche, objectivement incontournable.

Côté "gilets jaunes", c'est parce que fondamentalement, pour ceux qui ne sont pas travailleurs salariés, le domaine des revendications centrées sur le rapport tra-

on dit qu'il n'y aura bientôt plus de gâteau à se partager", notait Denis, un gilet jaune vichyssois, faisant notamment allusion aux salaires. "Le paradigme syndical est trop ancien. Aujourd'hui le pouvoir est horizontal, et non plus vertical", abondait Nadine, autre membre du mouvement du 17 novembre. "Les syndicats n'ont pas changé grand-chose en quarante ans", soufflaient d'autres gilets jaunes. »

Pour certains militants politiques, une façon de faire face au caractère composite des protestations consiste à se focaliser sur des aspects pouvant être considérés comme spécifiquement liés aux intérêts des travailleurs, c'est-à-dire mettre en avant « les revendications qui sont d'abord sociales : augmentation des salaires et pen-

16. <https://www.lemonde.fr/societe/article/2018/12/05/la-cgt-de-lafarge-rejoint-les-gilets->

17. <https://alencontre.org/europe/france/saint-nazaire-gilets-jaunes-et-rouges-inventent-des-passerelles.html>

18. https://www.lamontagne.fr/vichy/social/allier/2018/12/01/pourquoi-gilets-jaunes-et-cgt-ont-ils-decide-de-faire-cortege-commun-a-vichy-allier-ce-samedi-matin_13070562.html

19. <https://www.cgtrna.fr/index.php/tracts-cgt/248-communique-de-la-federation-cgt-des-services-publics-du-3-decembre2018>

20. <https://syndicollectif.fr/la-cgt-renault-cleon-a-appelle-a-faire-greve-le-30-novembre/>
<http://syndicollectif.fr/wp-content/uploads/2018/12/20181130TractGeneralCGTCleon.pdf>

sions, baisse des taxes, justice fiscale, services publics, etc. » [21]. Cela les amène à un renouvellement de l'économisme critiqué par Lénine (voir à ce sujet l'ar-

consiste à tenter de favoriser certains axes revendicatifs des travailleurs tout en sollicitant les "gilets jaunes" à s'y associer, semble produire quelques

séminées dans les zones périurbaines et rurales.

Apolitisme, ou politique à la manière de secret de polichinelle

Les "gilets jaunes" insistent régulièrement pour affirmer qu'ils se conçoivent comme "apolitiques". Ce terme n'a pas de signification clairement définie, et il peut couvrir deux aspects différents, séparés. Tantôt il s'agit de la part de la composante petite-bourgeoise des "gilets jaunes", de mieux faire passer leurs revendications corporatistes. Tantôt il s'agit pour ceux qui se trouvent du côté des couches dites "populaires", d'exprimer le rejet de l'ensemble des partis politiques et de leurs représentants que sont le président, les ministres, les députés et autres. Ce rejet est tout à fait justifié. Interrogée sur l'éventualité d'une liste de "gilets jaunes" aux élections européennes, Priscillia Ludosky, elle, rétorque « je ne veux pas faire de politique », indique qu'elle « vote blanc, souvent » et qu'elle juge les partis « trop dans la promesse, avec un discours de gourou malsain » [22]. Néanmoins Benjamin Cauchy, "gilet jaune" politiquement marqué à droite, a raison d'affirmer à son égard qu'elle « fait de la politique, mais plus marquée à gauche » [23].

Ce qui pose problème, c'est la confusion qui règne dans les esprits entre, d'une part, cette critique justifiée



ticle sur l'expérience des révolutions russes de 1905 et 1917), actualisé par une dose de réformisme social-démocrate. « La bonne voie, qui doit être la ligne que doit suivre la confédération [CGT], est celle de la convergence pour que la CGT puisse jouer son rôle de syndicat de transformation sociale, assurer une cohérence des revendications pour éviter une convergence droitière. »

Ces problématiques restent controversées du côté autant des "gilets jaunes" que des syndicats. Au sein de la CGT notamment des interprétations diverses, et divergentes, se manifestent à différents niveaux. Quoi qu'il en soit, l'attitude de la part de la CGT, pour autant qu'elle

effets positifs. Elle aide à faire comprendre aux "gilets jaunes" que la lutte, pour être efficace, ne peut pas se contenter de contacts individuels improvisés, mais doit s'appuyer de préférence sur des structures organisationnelles construites à travers des expériences antérieures. Ce n'est pas par hasard que ces efforts de la part de la CGT ont trouvé un écho favorable en particulier dans des localisations comme Toulouse, Nantes, Le Havre, Paris, où le mouvement ouvrier lui-même a la capacité suffisante pour agir selon sa propre initiative tout en maîtrisant l'élargissement de l'action à des forces sans tradition de lutte. Inversement, cette structuration est plus difficile à construire quand il s'agit des petites et moyennes entreprises dis-

21. http://cercles.communistes.free.fr/rcc/publi/tracts/2018_12_25_chantiersactu10.pdf

22. https://www.francetvinfo.fr/economie/transports/gilets-jaunes/comment-priscillia-ludosky-s-est-imposee-comme-la-force-tranquille-des-gilets-jaunes_3107983.html

23. https://www.francetvinfo.fr/economie/transports/gilets-jaunes/comment-priscillia-ludosky-s-est-imposee-comme-la-force-tranquille-des-gilets-jaunes_3107983.html

de la réalité concrète caractérisant le régime politique en place, et d'autre part, "la politique" en général.

La nécessité de clarifier le rapport entre action pour des revendications matérielles et prise de position en termes de politique, n'a pas été amenée par les mobilisations des "gilets jaunes". Cette question traverse toute l'histoire du mouvement syndical. Une idée rependue consiste à considérer qu'un syndicaliste ne doit pas "faire de la politique". La confédération CGT-Force ouvrière incarne explicitement cette orientation. Par exemple, Jean-Claude Mailly, étant secrétaire général de FO, expliquait très clairement sa conception à ce sujet dans le contexte des élections présidentielles de 2012 [24] :

« Je pense que dans une démocratie le rôle des syndicats n'est pas de faire de la politique politicienne. Quand on a une revendication on fait de la politique. Quand on obtient satisfaction sur tel ou tel point ça a des conséquences globales politiques au sens noble du terme. Maintenant les syndicats selon moi n'ont pas à rentrer dans le jeu politique. [...] De mon point de vue ce n'est pas le rôle d'une organisation syndicale de rentrer dans un débat politique. Le rôle d'un syndicat c'est de présenter les revendications, de défendre ces revendications, de négocier, d'agir, y compris par la grève pour les faire aboutir. Quel que soit le résultat de

l'élection présidentielle il y aura un gouvernement de main. Si l'on veut être libre en tant que syndicat face à ce gouvernement il ne faut pas s'être engagé dans la campagne. [...] Notre rôle en tant que syndicat c'est bien de porter les revendications le 1er mai, d'affirmer quelles sont nos revendications sans pour autant rentrer dans un jeu politique "voter pour un tel ou voter pour un tel" [...] [Ce 1er mai 2012] appartient aux salariés. Le premier mai par définition historiquement c'est quoi, le premier mai c'est une journée de revendication et de solidari-

la base des conventions collectives, de l'action dirigée contre l'instance politique que constitue le gouvernement. Le syndicalisme qui s'interdit de caractériser la nature des gouvernements comme organe d'exercice du pouvoir de la bourgeoisie, assume consciemment une collaboration à ce pouvoir.

D'un point de vue pratique, cet "apolitisme" des "gilets jaunes" signifie le refus d'avoir recours aux représentants des partis politiques. Ainsi par exemple, alors que François Ruffin, député LFI, vient rendre vi-



té internationale dans le monde entier [...] Mais le premier mai n'a pas à être politisé. »

Les luttes récentes contre la "loi travail" et les "ordonnances Macron" ont mis en évidence qu'on ne peut pas dissocier l'action revendicative dans l'entreprise sur

site à un barrage de rond-point, l'idée d'un soutien de sa part suscite les paroles suivantes de la part d'un manifestant [25] : « On sera peut-être obligés, mais personnellement je préférerais qu'on reste sans politique. Je ne veux pas de représentant. » Et un autre

24. <https://actu.orange.fr/politique/videos/jean-claude-mailly-on-ne-peut-pas-faire-du-syndicalisme-et-de-la-politique-VID000000167TT.html>

25. <https://france3-regions.francetvinfo.fr/hauts-de-france/barrages-paris-gilets-jaunes-picards-determines-rester-apolitiques-1584829.html>

commentaire exprime explicitement le fond de cette vision : « Je ne pense pas que ce soit par les politiques que l'on arrivera à faire passer quelque chose. Là, c'est le peuple qui s'exprime et je pense qu'il faut qu'il soit entendu à sa juste valeur. » Pour illustrer comment cette approche se met en œuvre, voici un cas symptomatique. Selon ce qu'on peut lire dans la presse, « quasiment depuis la genèse du mouvement, Dominique Balasz gère la page Facebook des gilets jaunes du secteur d'Obernai » [26]. Il se dit courtois par un syndicat Force ouvrière et deux partis, le Rassemblement national et la France insoumise. Sa position à ce sujet : « Ils peuvent participer, mais on ne montre aucune étiquette. Les gilets jaunes sont apolitiques. Ce qui me plaît dans ce mouvement, c'est qu'on brasse toute sorte de personnes, des retraités, des chômeurs, des employés et même quelques cadres. » L'article cité précise qu'il est salarié chez Peugeot et que sa femme est DRH.

La "démocratie directe"

Le principe d'un mécanisme de référendum permettant aux citoyens de soumettre des propositions de loi peut se décliner selon des variantes diverses, dont certaines existent déjà dans le fonctionnement des institutions parlementaires. Ceux qui pensent pouvoir "améliorer" l'exercice de la démocratie au moyen de tels dispositifs, se trompent lourdement, à un double titre.

D'abord, pour que la pratique puisse être en accord avec la théorie, il faudrait que les mécanismes soient définis de manière à ce que le cas échéant, une décision prise au suffrage universel s'impose effectivement, quel que soit l'avis qui, sur le sujet tranché, prévaut au sein des institutions. Il est évident que le gouvernement, en supposant qu'il consentira à prendre en considération la demande concernant le référendum, veillera à poser de multiples garde-fous pour exclure les

et le réformisme version "syndicalisme de transformation sociale" emboitent le pas à l'idée qu'on puisse rendre démocratique la dictature de la bourgeoisie par un simple maquillage enjoliveuse de forme : tout en considérant comme prioritaires « les revendications sociales » ils jugent que le référendum d'initiative citoyenne « représente une revendication juste » [27].

Une orientation en apparence plus "radicale" se manifeste parmi les "gilets



déconvenues du genre de ce qui s'est produit avec la sortie de la Grande-Bretagne, de l'Union européenne. Et puis, rien n'empêche jamais le pouvoir bourgeois d'imposer sa propre volonté s'il le juge nécessaire, en passant outre la volonté "démocratiquement" exprimée des citoyens, et ceci en employant les moyens appropriés - c'est-à-dire la force armée si nécessaire.

Là encore l'opportunisme

jaunes". Elle conçoit la mise en œuvre de la "démocratie directe" non pas comme un additif à la démocratie parlementaire, mais comme l'application universelle d'une méthode d'organisation autonome à la base, pour court-circuiter les institutions. C'est la façon la plus aboutie d'ignorer la division de la société capitaliste en classes, division qui pourtant justement se reflète au sein des "gilets jaunes". Ce serait "le peuple qui s'exprime" à travers

26. <https://www.francebleu.fr/infos/societe/gilets-jaunes-en-alsace-portrait-du-porte-parole-d-obernai-1543593239>

27. http://cercles.communistes.free.fr/rcc/publi/tracts/2018_12_25_chantiersactu10.pdf

l'organisation et la prise de décisions dans le cadre "d'assemblées populaires". Cette méthode va de pair avec l'idée selon laquelle "le peuple", c'est "tout le monde". Un « Appel des gilets jaunes de Commercy

vernement, et certaines franges du mouvement, nous proposent de nommer des représentants par région ! [...] Mais nous ne voulons pas de "représentants" qui finiraient forcément par parler à notre

ce président haï, ce gouvernement détestable, et le système pourri qu'ils incarnent ! [...] il y a une chose très importante, que partout le mouvement des gilets jaunes réclame sous diverses formes, bien au-delà du pouvoir d'achat ! Cette chose, c'est le pouvoir au peuple, par le peuple, pour le peuple. C'est un système nouveau où "ceux qui ne sont rien" [...] reprennent le pouvoir [...] sur les dirigeants et sur les puissances de l'argent. C'est l'égalité. C'est la justice. C'est la liberté. [...] nous appelons donc à créer partout en France des comités populaires, qui fonctionnent en assemblées générales régulières. [...] Si délégués il doit y avoir, c'est au niveau de chaque comité populaire local de gilets jaunes, au plus près de la parole du peuple. Avec des mandats impératifs, révocables, et tournants. [...] Nous appelons aussi à ce que les centaines de groupes de gilets jaunes [...] se coordonnent entre eux, au niveau local et départemental, en toute égalité ! »



En France, 3 salariés d'Amazon ont été licenciés pour avoir soutenu des actions des gilets jaunes contre leur employeur.

Le 5 février 2019, des salariés d'Amazon à Montélimar se sont mis en grève pour réclamer la réintégration d'un salarié licencié pour faute grave par défaut de loyauté.

à des assemblées populaires partout » exemplifie cette vision. Voici quelques extraits [28] :

« [...] nous fonctionnons depuis le début avec des assemblées populaires quotidiennes, où chaque personne participe à égalité. [...] Mais voilà que le gou-

place ! [...] À Commercy une délégation ponctuelle a rencontré le sous-préfet, dans les grandes villes d'autres ont rencontré directement le Préfet : ceux-ci font déjà remonter notre colère et nos revendications. Ils savent déjà qu'on est déterminés à en finir avec

Certains syndicalistes s'engouffrent dans cette illusion de la "démocratie directe", ce qui les amène à une vision faisant disparaître la lutte de classe. Ainsi dans un tract émanant d'Info'Com-CGT « Appel aux gilets jaunes : gagner ensemble, c'est possible ! », publié au sujet des manifestations du 1er décembre 2018 [29], on lit :

« Le mouvement des "gilets jaunes" exprime depuis

28. <https://www.youtube.com/watch?v=dfLIYpJHir4>

29. <https://www.frontsocialuni.fr/infocom-cgt-appel-aux-gilets-jaunes-gagner-ensemble-c-est-possible/>

le 17 novembre dernier, le ras-le-bol d'un peuple qui n'en peut plus d'être taxé, humilié, exploité, méprisé par un pouvoir toujours plus distant de sa réalité. [...] Notre objectif commun est de redonner le plus rapidement possible le pouvoir de décision au peuple, par le peuple, pour le peuple. Un pouvoir qui lui revient pleinement de droit. »

Il est vrai qu'ainsi les "gilets jaunes", selon leur conscience subjective, "font de la politique" en dehors des partis. Néanmoins, prétendre que chaque personne, dans toute sa richesse de pensée, puisse être "gilet jaune" en tant qu'"individualité pure" à égalité avec chacun des autres "gilets jaunes" - cela constitue une vue de l'esprit, une vision abstraite démentie par la réalité concrète. Imposer aux participants des mobilisations de mettre leur étiquette poli-

tendance de s'aligner sur les quelques caractéristiques qui en gros délimitent les alternatives, tels que : droite, gauche, extrême-droite, extrême-gauche, communistes, anarchistes, et quelques autres. Fondamentalement, on est renvoyé à l'opposition entre deux pôles - pas plus - : idéologie bourgeoise ou idéologie socialiste (communiste), idéologie de la classe dominante ou idéologie du prolétariat. Face à un phénomène tel que les "gilets jaunes" la tâche des communistes marxistes-léninistes est d'œuvrer avec comme objectif de faire avancer en ce sens la conscience de classe parmi le prolétariat.

Petite bourgeoisie et classe ouvrière

La petite bourgeoisie en tant que composante du

dans leurs conditions d'existence habituelles, ils se cabrent et tentent de préserver individuellement leur situation, dans un face à face avec le gouvernement. Quant aux travailleurs salariés, ils se trouvent objectivement réunis dans un rapport collectif, celui qui oppose la classe ouvrière à la classe des capitalistes et donc au gouvernement non pas dans sa simple fonction institutionnelle formelle, mais en tant que représentant du pouvoir de la bourgeoisie. Ce qui fait que leurs luttes sont d'emblée collectives, même quand l'idéologie réformiste les réduit à la défense d'un statut subordonné au sein de la société capitaliste.

Ainsi le processus potentiel - mais nécessaire - de prise de conscience au sujet de la nature de la société capitaliste sépare fondamentalement les travailleurs des autres couches concernées. La tâche à assumer par les militants révolutionnaires dans ce contexte ne consiste pas à intervenir dans un sens faussement pragmatique, comme ceux qui considèrent que "ça bouge" et qu'il faut donc "pousser" (ce qui peut d'ailleurs inclure de "pousser" indistinctement les travailleurs et tous les autres "mécontents"). Notre tâche est celui que nous nous fixons d'un point de vue général, d'œuvrer à ce que les travailleurs acquièrent la conscience d'être non pas un groupe d'individus condamnés à la misère, mais une classe soumise à l'exploitation de la part de la classe capitaliste.



tique dans la poche, à la manière du cinéma western ou mafia où en entrant dans un bar on dépose son arme au vestiaire, cela n'est que du faire-semblant. Les affinités politiques persistent, avec fatalement la

système capitaliste, par inclinaison naturelle soutient explicitement ou implicitement le pouvoir bourgeois, qui est celui de la grande bourgeoisie capitaliste proprement dite. Quand les petits bourgeois sont menacés

Les travailleurs n'ont rien à espérer de l'État bourgeois

Les mobilisations des « gilets jaunes » qui secouent la France depuis mi-novembre de l'année dernière, par les revendications qu'elles ont portées et portent toujours se sont enfermées dans une contradiction politique. À la fois elles dénoncent l'État et les personnalités politiques de tous bords comme étant la source de tous les maux de la société capitaliste française mais elles considèrent que ce même État, s'il était dirigé par le « peuple », c'est-à-dire tout le monde à l'exception des élites qui nous gouvernent depuis des décennies, pourrait servir les intérêts du « peuple ».

Les « gilets jaunes » ne sont pas les seuls à porter ce genre de conceptions. L'ensemble des centrales syndicales y compris la CGT, les réformistes de LFI ou du PCF jusqu'à l'extrême droite du RN et autres, tous se revendiquent de l'intérêt du « peuple » qu'ils pensent - ou prétendent - représenter. Il n'y aurait qu'à leur donner le pouvoir, qu'ils gagnent les élections, qu'ils occupent l'appareil d'État, et enfin naitrait une politique du peuple par le peuple pour le peuple.

Tous oublient ou masquent à dessein le fait que l'État bourgeois n'est rien d'autre qu'un instrument d'oppression d'une classe sur une autre. La lutte des classes existe bel et bien comme une résul-

tante des contradictions internes du capitalisme, le prolétariat bien que désarmé depuis des décennies est une menace tout à fait réelle pour la bourgeoisie capitaliste qui ne saurait consentir autre chose qu'une démocratie purement formelle. Aussi

et de son rôle. L'absence de conscience de classe et des idées communistes dans le mouvement ouvrier en général depuis des décennies et dans les symptômes de révolte actuels en particulier est la principale cause de domination idéo-



l'État bourgeois, quels que soient les représentants politiques qui l'administrent, ne saurait être autre chose qu'un instrument au service du capitalisme.

Malheureusement c'est aujourd'hui une conception tout autre sur l'État qui domine le débat public. L'État et son organisation telle qu'elle existe, même lorsqu'il est détesté, reste un horizon indépassable. Au-dessus des classes, devant servir l'intérêt commun de l'exploiteur et de l'exploité, ménageant la chèvre et le chou comme on dit, voilà la conception qui prévaut dans la mobilisation actuelle au sujet de l'État

logique bourgeoise et petite-bourgeoise dans le débat politique. La question de l'État n'échappe pas à la règle. Le grand débat lancé par Macron, en plus de chercher à calmer la protestation des « gilets jaunes », laisse entendre de manière sous-jacente qu'un compromis soit possible entre la politique libérale du gouvernement ultrafavorable aux grands monopoles capitalistes, et la satisfaction des aspirations au mieux vivre des masses travailleuses.

De la même manière, les revendications des « gilets jaunes » qui visent à renverser le gouvernement Macron et à

remodeler l'ensemble des institutions qui nous gouvernent pour les remplacer par un pouvoir horizontal, « citoyen », sans toucher aux fondements de la société capitaliste - ces aspirations souffrent de grandes illusions au sujet d'une « démocratisation » de l'État, encore accentuées par l'évolution en sens contraire sous le régime de la Ve République et de son président disposant de tous les pouvoirs. Depuis la Commune de Paris, les communistes en la personne de Karl Marx puis Lénine ont théorisé le rôle de l'État et surtout son caractère de classe, non seulement sous le capitalisme mais aussi dans la période de transition révolutionnaire vers le communisme. L'État de par sa nature même est principalement un instrument d'oppression d'une classe sur une autre. En l'occurrence s'agissant du régime capitaliste, il est l'instrument d'oppression de la classe des capitalistes et des gros propriétaires fonciers sur le prolétariat. L'État capitaliste, quelle que soit sa forme et y compris en république démocratique, sert donc les intérêts des classes possédantes de la société au détriment de « ceux qui ne sont rien ». Pour maintenir le pouvoir de la bourgeoisie l'État dispose d'un ensemble de moyens de propagande idéologique, presse, cinéma, télévision, radio etc. mais aussi de coercition :

police, armée, renseignement etc. Les centaines de blessés des récentes mobilisations n'ont rien à voir avec des « bavures » policières, elles sont l'exemple même de ce que la bourgeoisie est capable lorsque l'on esquisse seulement une volonté de remettre en cause l'ordre bourgeois. La récente loi anticasseurs votée à l'Assemblée nationale constitue une grave remise en cause de la liberté de manifestation, qui s'attaque non seulement aux « gilets jaunes » mais aussi plus largement à toutes les manifestations politiques ou syndicales.

L'État n'est donc pas un instrument au-dessus des classes, un médiateur entre les exploités et les exploités, mais un instrument d'oppression des uns à l'égard des autres, et ceci par nécessité du fait de la lutte de classe existant dans la société. De la même manière il serait faux et même naïf de croire que la libération des travailleurs de l'oppression capitaliste et de son État signifie la disparition de toute forme d'État. Dans ce dernier cas de figure, et c'est le but des communistes marxistes-léninistes, l'État bourgeois sera détruit, mais quant à la lutte de classe, elle persiste, si bien que l'État demeure nécessaire au prolétariat pour mater la bourgeoisie déchue et assurer la transformation complète

de la société. L'État ne devient donc pas un État du « peuple » au sens où il est entendu aujourd'hui, une démocratie « pure », « directe », car les antagonismes de classe qui existent aujourd'hui sous le pouvoir de la bourgeoisie subsisteront encore après le renversement de son État. Tant que le prolétariat a besoin d'un État ce n'est pas pour la liberté mais pour le combat contre la bourgeoisie.

C'est dans le but de masquer cette vérité que la bourgeoisie et ses valets cachent le caractère de classe de leur État et le présentent comme la démocratie du « peuple entier ».

C'est par méconnaissance ou tromperie qu'une grande partie des travailleurs, bien qu'opposés farouchement à l'État bourgeois et à sa politique, continuent de croire que c'est de l'intérieur du cadre que fixe celui-ci, en « prenant le pouvoir » par les urnes, en prenant l'initiative par l'action directe des « citoyens » que la société pourrait être débarrassée de ses maux.

Dans tous les cas il est de la responsabilité des communistes de lutter contre ce genre d'illusions néfastes car elles désarment le prolétariat face à ses ennemis de classe et le détournent de la voie révolutionnaire de renversement du capitalisme.

Union européenne, union impérialiste

Du point de vue formel, les institutions établies dans le cadre de l'Union européenne diffèrent des assemblées nationales et des gouvernements au niveau des pays. Néanmoins, selon la vision idéologique officielle, elles sont de même nature : des éléments essentiels pour assurer le caractère démocratique de la société dans laquelle vivent les citoyens de cette "Europe unie". Il y a du vrai dans cette affirmation, à condition d'admettre qu'il s'agit fondamentalement de la démocratie bourgeoise incarnant le pouvoir de la classe capitaliste sur la classe ouvrière qu'elle exploite. Ainsi, l'objectif affiché de rassembler les peuples d'Europe en un corps social organique n'est que pure fiction.

Parallèlement à cette propagande mensongère de la part du pouvoir bourgeois, se manifestent des positions prétendument communistes, selon lesquelles l'acte de quitter l'Union européenne pourrait ouvrir des perspectives positives en permettant aux peuples de recouvrer « l'espace politique de leur souveraineté » [1]. Les accusations fusent : « Macron, c'est la perpétuation du régime ancien [...] par la soumission à l'Euro et son

austérité», « Macron, vassal de l'axe USA-UE-OTAN », « Macron, vassal de Trump et Merkel ». D'autres appréciations sont moins agressives : « Un succès sur la base de l'abrogation des traités ouvrirait la voie au débat pour mieux affirmer la place de la France dans une autre mondialisation, une relance des coopérations internationales réinventant les "BRICS" [...] en incluant

liés à la constellation des grandes puissances impérialistes et les rapports de forces entre elles. Pour ce qui est de l'actuelle "Union européenne", le noyau d'origine constitué en 1951 sous la forme de la Communauté européenne du charbon et de l'acier (CECA) reposait sur deux facteurs : les empires coloniaux des uns et des autres, et les cartels du charbon et de l'acier qui



Manifestation internationale de métallurgistes en direction du Parlement européen, le 6 février 2013 à Strasbourg. Un intérimaire belge d'ArcelorMittal touché par un tir d'arme à balles souples perd l'usage d'un œil.

la France [...]. » Toutefois, ces formulations et d'autres similaires participent à une même mystification, en laissant penser que la France hors Union européenne - mais toujours capitaliste - pourrait jouer un rôle progressiste.

L'UE, un conglomérat impérialiste [2]

La volonté d'aller vers "l'unification" de l'Europe a toujours eu comme arrière-plan fondamental les enjeux

avaient déjà marqué la guerre impérialiste de 1914-1918. Depuis, en fonction des péripéties traversées par le système capitaliste impérialiste mondial, les contours de cette assemblage de pays ont fortement évolué, mais sa raison d'être reste inchangée : assoir au mieux le poids des pays impérialistes européens - principalement la France et l'Allemagne - à l'échelle mondiale.

Parmi les transformations

1. <https://www.initiative-communiste.fr/articles/europe-capital/macron-sa-grande-europe-son-bellicisme-et-son-hommage-a-pétain-sentent-le-vieux-monde-de-la-destruction-de-la-france-des-travailleurs/>
<https://www.initiative-communiste.fr/articles/europe-capital/lurgence-de-grand-debat-a-propos-de-lunion-europeenne-par-remy-herrera/>
<https://histoireetsociete.wordpress.com/2019/01/27/transformer-la-france-pour-transformer-leurope-et-le-monde-la-bataille-des-europeennes-et-la-situation-politique-apres-le-congres/>

2. On trouvera sur notre site quelques indicateurs sommaires pour illustrer la place de l'Union européenne dans le monde.

successives, certaines plus que d'autres ont des implications pour la nature de l'édifice. En 1957 est signé le Traité de Rome par les six pays ayant participé à la création de la CECA : Allemagne, Belgique, France, Italie, Luxembourg, Pays-Bas. Il institue la Communauté économique européenne (CEE). En 1973 a lieu l'élargissement à 9 membres, dont notamment la Grande-Bretagne. En 1992 est signé le Traité de Maastricht créant l'Union européenne (UE), laquelle implique la définition d'une politique étrangère et de sécurité commune. En 1999 l'euro devient la monnaie unique de 11 des états membres, ce nombre augmentant par la suite pour atteindre 19 états en 2015. En 2013 l'UE atteint son périmètre géographique actuel, de 28 membres.

Dans le monde actuel le système économique capitaliste englobe la planète entière. Son degré de développement est celui du capitalisme impérialiste, qui se caractérise par l'existence de grands groupes monopolistiques et le fait que sur cette base, un certain nombre de grandes puissances occupent des positions dominantes au détriment des autres pays. Les facteurs qui permettent de considérer un pays comme puissance impérialiste et d'apprécier la place respective de chacun de ces pays dans les rapports de concurrence qui les opposent entre eux, sont multiples : économiques, politiques, militaires. Parmi les éléments fondamentaux pour mesurer le poids et

l'influence de ces puissances, se trouvent leur dimension en termes de production de biens, ainsi que la mesure de ce qui est un trait distinctif du capitalisme impérialiste, à savoir l'ex-portation de capitaux.

Pour comparer l'UE à quelques grandes puissances, nous donnons les indications suivantes (l'UE est considérée hors Grande-Bretagne).

- Population, en 2017, en millions : Chine 1.386; UE 512; USA 326; Féd. de Russie 144.
- Produit intérieur brut (PIB), en 2017, en milliards de dollars US : USA 19.391; UE 14.655; Chine (en incluant Hong Kong et Macao) 12.630; Féd. de Russie 1.578.

Au sein de l'UE : Allemagne 3.677; France 2.583; Italie 1.935.

- Les stocks de capitaux détenus par l'UE dans le reste du monde s'élèvent en 2012 à 3.739 milliards de dollars US. Par comparaison, la somme totale des capitaux détenus par les différents états membres de l'UE dans les autres états membres, s'élève à 4.186 milliards, c'est-à-dire plus de la moitié des investissements extérieurs de la part des états membres de l'UE restent dans le cadre de l'UE elle-même.

Quelques autres montants pour les stocks de capitaux détenus en dehors de l'UE, en milliards de dollars US, pour les pays suivants :

USA 2.811; GB 907;

France 779; Allemagne 738.

Les données en termes de stocks de capitaux font ressortir des zones d'influence différenciées. L'Allemagne est orientée, plus que la France, vers l'Europe du Sud-Est (Bosnie, Herzégovine, Macédoine, Serbie) et la dite "Communauté des états indépendants" (CEI) formée autour de la Fédération de Russie. La France est orientée vers l'Afrique, plus que l'Allemagne. L'Allemagne est orientée vers l'Asie, plus que la France. En Asie de l'Ouest [3], c'est la France qui est plus présente que l'Allemagne. L'Espagne est fortement présente en Amérique latine.

On constate que, considérées séparément, autant la France que l'Allemagne - sans parler des autres pays de l'UE - se trouvent en tant qu'entités économiques en infériorité prononcée par rapport aux USA. La formation de l'UE constitue un levier efficace pour améliorer considérablement la position collective de ses membres dans le cadre de l'économie mondiale. Cela dit, cet effet n'est pas mécaniquement proportionnel aux grandeurs des chiffres cités. L'UE n'est qu'une association d'états nationaux, réunis par des liens institutionnels certes assez étroits, mais qui ne réalisent pas une entité étatique unique telle que les USA.

La mise en pratique des notions de "concurrence" et de "position dominante", lesquelles prennent une

3. Asie de l'Ouest : Bahreïn, Irak, Jordanie, Koweït, Liban, Oman, Qatar, Arabie Saoudite, Syrie, Turquie, Émirats Arabes Unis, Yémen.

place centrale dans les traités constitutifs de l'UE, illustre un aspect de la problématique provenant du caractère composite de l'UE. Récemment, après l'absorption par General Electric des activités du groupe Alstom dans le domaine de l'énergie électrique, un accord a été conclu prévoyant l'intégration de l'autre partie d'Alstom, celle du ferroviaire, dans le groupe Siemens. La commission européenne de la concurrence doit se prononcer au sujet d'un éventuel refus de cette opération au motif qu'elle aboutirait à une position dominante, enfreignant le principe de la concurrence [4]. En effet, selon la vision officielle de l'UE, la concurrence entre les entreprises doit être préservée pour créer une émulation, augmenter la compétitivité et faire baisser les prix pour les consommateurs. Or, dans ce cas précis, l'affaire se complique sous l'effet de tiraillements résultant de l'interférence entre des facteurs internes et externes. Un des principaux arguments que les initiateurs de l'opération Siemens-Alstom font valoir, est celui d'une menace qui vient de la concurrence extérieure, chinoise en l'occurrence (le groupe public CRRC), contre laquelle il faudrait se prémunir par la constitution d'un groupe d'industrie ferroviaire de grande envergure. Or la commission a finalement rejeté ce projet. Les ministres français et allemand de l'Économie, Bruno Le Maire et Peter Altmaier, ont alors fait savoir qu'ils demanderaient une réforme des règles de concurrence euro-

péennes. Le Maire a précisé qu'il souhaitait voir retenu, comme marché pertinent pour analyser la concurrence, le monde entier et non seulement l'Europe.

Des problèmes structurels affectent l'UE

En mai 2019, les élections au Parlement européen auront lieu dans les pays de l'Union. Depuis la constitution initiale en 1957, sous forme de CEE, l'union européenne a traversé des modifications qui ont abouti à une composition et un fonctionnement à multiples couches, ce qui induit des facteurs qui perturbent son fonctionnement. Le noyau de l'Europe des six était basé sur une continuité historique, tandis que l'UE actuelle, avec ses 28 états membres, agglomère des pays de différentes sortes. La distance est considérable entre les grandes puissances impérialistes que sont la France et l'Allemagne d'un côté, et des pays tels que par exemple l'Estonie ou la Croatie, de l'autre. En outre il y a des superpositions entre sous-ensembles ayant des délimitations structurelles différentes. C'est surtout la zone euro qui implique des problèmes quant aux mécanismes de fonctionnement de l'UE. Ces questions font depuis un certain temps l'objet de discussions, dont l'acuité a été amplifiée récemment par la sortie de la Grande-Bretagne, ainsi que par la décision d'Angela Merkel de laisser sa place à la présidence de la CDU et de ne pas présenter sa candidature comme chef du

gouvernement fédéral en 2021.

Du point de vue théorique, les règles et les institutions de gestion d'une zone à monnaie unique doivent assurer la cohérence d'ensemble des mécanismes économiques. En pratique, les points de vue divergents respectivement de la France et de l'Allemagne, font que cela n'est pas le cas pour la zone euro, telle qu'elle fonctionne en son état actuel. Il n'est pas possible de faire coexister l'autonomie des politiques monétaires nationales avec la liberté de mouvement des capitaux et la stabilité des taux de change. Par l'Acte unique de 1987, l'Europe a opté pour la libre circulation des biens, des services et des capitaux, et la création en 1992 de l'Union économique et monétaire aboutit à la mise en circulation de l'euro en 2002. Or les politiques économiques restaient nationales et souvent divergentes.

Les discussions concernant une réforme de la zone euro, voire de l'UE dans son ensemble, tournent en bonne partie autour de cette problématique. Il n'y a pas de mystère au sujet des grands axes pour d'éventuelles mesures à prendre à cet égard : un budget de la zone euro; l'achèvement de l'union bancaire par un système conjoint de garantie des dépôts; la création d'un actif sans risque européen, libellé en euros et ayant un volume suffisant pour devenir la référence des marchés financiers. Cependant, le degré d'ambition des diverses propositions varie, et

4. https://www.lemonde.fr/idees/article/2019/01/07/avec-la-decision-de-bruxelles-sur-le-mariage-d-alstom-et-de-siemens-c-est-l-avenir-de-l-usine-europe-qui-se-joue_5405910_3232.html

elles englobent parfois des préceptes spécifiques de politique économique, ce qui engendre évidemment des divergences.

Le gouvernement français pousse à prendre certaines décisions en la matière, et le gouvernement allemand partage partiellement la perspective proposée en restant cependant relativement circonspect quant à l'ampleur des dispositifs pratiques à mettre en œuvre. À la base

En 2016, le déficit public français était de 3,4 % du PIB, contre un excédent de 0,8 % en Allemagne; le déficit commercial français était de 48,1 milliards d'euros, tandis que l'Allemagne réalisait un excédent commercial record de 252,9 milliards d'euros; enfin, le chômage était de 9,7 % de la population active en France, contre 5,6 % en Allemagne. »

Interrogé au sujet des

lant façonner l'Europe comme une "Europe des nations". En la matière, les arrangements envisagés consistent d'une manière ou d'une autre à établir un cadre institutionnel en deux niveaux. Le noyau serait défini par l'ensemble des traités et règles actuels de l'UE, donc notamment la monnaie commune; des pays non membres de la zone euro pourrait s'y joindre, à condition d'accepter le cadre institutionnel comme un tout, sans clauses personnalisées. Un deuxième niveau, plus large, correspondrait au marché unique et accueillerait les autres états déjà membres de l'UE ainsi que de nouveaux adhérents, selon des modalités moins strictes.

La "gentille démocratie" contre le "méchant populisme"

Depuis quelque temps, la question du "populisme" est mise en avant dans les discussions sur la situation politique en Europe. Le terme n'a pas de signification bien définie, il peut désigner des mouvements, des programmes, des discours, pour autant que ceux-ci prétendent représenter directement ou indirectement, "le peuple" en tant qu'entité indifférenciée. Pratiquement, il s'agit souvent d'une méthode pour attirer un maximum d'électeurs. Donald Trump, pour être élu, a très méthodiquement appliqué la tactique d'adapter ses discours en fonction des caractéristiques sociologiques du



19 octobre 2017 Un sommet européen surtout consacré au Brexit.

de ces nuances d'appréciation se trouve la réalité matérielle, comme le souligne le commentaire suivant [5] :

« La monnaie unique a été conçue comme instrument au service de la convergence économique des pays européens qui l'adopteront. On constate que l'effet inverse s'est produit. Les taux de chômage, la balance commerciale et les finances publiques de nombreux États membres ont fortement divergé au cours des dernières années. La comparaison entre la France et l'Allemagne est frappante.

possibilités que les ambitions françaises aboutissent, Philippe Maystadt, ancien ministre allemand des Affaires économiques, puis des Finances, et ancien président de la Banque européenne d'investissement, observe [6] : « La condition du succès, c'est que le président Macron garde sa crédibilité et réussisse à faire quelques réformes. »

Parallèlement à la gestion de la zone euro, une autre problématique s'impose de plus en plus : celle du caractère hétérogène de l'"Europe des 28", qui fait surgir des orientations politiques vou-

5. <https://www.institutmontaigne.org/blog/emmanuel-macron-parviendra-t-il-reformer-la-zone-euro>

6. <https://pour.press/comment-renforcer-la-zone-euro-par-philippe-maystadt/>

"peuple" auquel il s'adressait au fur et à mesure des réunions publiques dans des localités variées, quitte à reléguer au second plan la volonté de présenter un programme cohérent.

Fondamentalement, l'approche populiste en politique peut se manifester indépendamment des classifications habituelles selon le spectre "droite-centre-gauche" (y compris ses "extrêmes"). Marine Le Pen tient un discours populiste quand elle dit [7] :

« [...] comme [Macron] ne veut pas être en première ligne, il met les policiers en première ligne. Le piège est terrible. Le piège consiste à jeter les "gilets jaunes" contre les policiers, à jeter de l'huile sur le feu, mais le problème c'est que ce sont des Français d'un côté et de l'autre. Ils partagent les mêmes espoirs [...] les mêmes inquiétudes, les mêmes préoccupations. »

Et le PCF a pu assumer, à sa manière, une position populiste. En 1974, au 21^e congrès, Georges Marchais explique [8] :

« La solution des graves problèmes du pays suppose un grand élan national, un effort de notre peuple rassemblé. [...] C'est la raison pour laquelle le Parti communiste français appelle à l'union du peuple de France pour le changement démocratique. À qui proposons-nous l'union ? À tous les travailleurs, à toutes les

victimes du grand capital, à tout le peuple de France, à la seule exception de la poignée de féodaux des grandes affaires et de leurs commis politiques. »

Dans le contexte actuel des difficultés que traverse l'UE, exposée à des tendances centrifuges, le thème du populisme est fréquemment mis en avant par les médias, avec une apparence de critique. Il s'agit en bonne partie d'un tour de passe-passe propagandiste. La bourgeoisie telle qu'elle domine globalement l'Europe s'efforce à maintenir la tradition de la démocratie bourgeoise parlementaire en ce qui concerne la forme de son pouvoir d'état, quitte à procéder par des artifices, comme en France avec Macron. Certains partis politiques, par exemple le Rassemblement National de Marine Le Pen, cherchent à développer leur influence au moyen d'une démagogie opportuniste sans offrir une perspective économique sérieuse à la bourgeoisie. Des fractions de la bourgeoisie peuvent se rallier à une telle démarche, mais on observe plutôt un souci de démarcation. C'est en ce sens que le terme "populiste" est employé pour insinuer une appréciation négative, péjorative.

À titre d'exemple, on peut se référer à un texte émanant d'une organisation localisée en Belgique, dénommée Pour la Solidarité, qui est membre d'un groupe

d'experts auprès de l'UE chargé de conseiller celle-ci dans sa politique à l'égard de l'économie sociale et des entreprises sociales. Voici un extrait [9] :

« Le terme "national-populiste" est régulièrement utilisé pour désigner certains partis politiques européens en raison de leurs caractéristiques communes. Parmi celles-ci, un nationalisme exacerbé, une tendance à la xénophobie et à l'islamophobie, ou encore une hostilité à l'égard de l'immigration, autant d'éléments qui contreviennent clairement aux valeurs européennes. Pourtant, ces idées non seulement inspirent certains partis "traditionnels", mais influencent également l'ensemble de l'Union européenne. »

Les enjeux réels concrets, pratiques, sont ailleurs. Au moins deux cas de figures différenciés se présentent : la Hongrie, l'Italie.

La Hongrie

En Hongrie le gouvernement dirigé par Victor Orban incarne, idéologiquement et pratiquement, des positions axées sur l'identité nationale.

En 1998 le Fidesz [10] créée par Viktor Orban gagne les élections législatives. En 1999 la Hongrie entre dans l'OTAN. De 2002 à 2010 le gouvernement est formé par le Parti socialiste (MSZP) en coalition avec l'Alliance des démocrates libres (SZDSZ). En 2004 la

7. <http://www.lefigaro.fr/flash-actu/2019/01/09/97001-20190109FILWWW00084-gilets-jaunes-l-executif-est-l-auteur-du-desordre-marine-le-pen.php>

8. 21^e Congrès, Union, Programme Commun, Socialisme : le Parti Communiste propose (rapport du Comité Central présenté par Georges Marchais), Vitry, 24-27 octobre 1974; PCF, 1974; p. 116.

9. <http://www.pourlasolidarite.eu/fr/publication/les-valeurs-europeennes-lepreuve-du-national-populisme>

10. En mars 1988, des étudiants créent l'Alliance des Jeunes Démocrates (Fidesz). En 1995, l'organisation est rebaptisée Fidesz - Parti Civique Hongrois.

Hongrie rejoint l'UE. Aux élections de 2010 le Fidesz obtient la majorité absolue des voix, succès qui se renouvelle en 2014 et 2018. À partir de 2015 Orban, en s'appuyant sur le contexte marqué par l'ampleur des flux de migrants, déploie une propagande nationaliste identitaire renforcée [11]. Lors de la campagne électorale de 2018, il a déclaré : « Nous sommes confrontés à une migration de masse, qui menace de balayer notre ordre. » Et aussi : « Bruxelles [...] veut diluer la population de l'Europe et la remplacer, pour se débarrasser de notre culture, de notre mode de vie. »

De ce fait, la Hongrie fait l'objet de critiques de la part du Conseil européen qui voit « un risque clair de violation grave, par la Hongrie, des valeurs visées à l'article 2 [12] du traité UE ». Mais il faut dire qu'il ne s'agit pas de valeurs spirituelles, mais plutôt de litiges économiques portant sur des sommes se chiffrant en dizaines de millions d'euros. Selon un rapport établi à ce sujet en juillet 2017 [13], la Hongrie bénéficie de fonds de l'UE à hauteur de 4,4 % de son PIB, soit plus de la moitié de l'investissement public, et la part des marchés publics attribués à l'issue de procédures qui ont fait l'objet d'une seule offre,

s'élève à 36 % en 2016. Le rapport énumère de multiples irrégularités graves et possibilités de fraude et de corruption, dont entre autre le cas de 35 contrats d'éclairage public accordés à une société contrôlée par le gendre d'Orban, István Tiborcz, ainsi que l'utilisation potentiellement abusive des fonds de l'UE dans 31 projets de recherche et développement.

Un certain nombre de personnages sont connus pour être intégrés dans le circuit d'affaires, en particulier dans le secteur de la construction. Outre Orban lui-même et son gendre, on peut citer Lőrinc Mészáros. Ce dernier est passé de réparateur chauffagiste à une fortune de quelques dizaines de millions d'euros. Sa famille contrôle en particulier neuf sociétés qui, dans le cadre de consortiums, ont bénéficié de contrats avec le gouvernement d'un montant total, entre 2011 et 2017, de 1,56 milliards d'euros, dont 1,3 milliards de fonds de l'UE [14]. Interrogé par des journalistes au sujet de ses succès fulgurants, Mészáros répond [15] : « C'est possible que j'étais plus malin que Zuckerberg [le cofondateur de Facebook], vous ne pensez pas ? » Parmi ses activités lucratives, figurent les médias de communica-

tion et de publicité. En 2017 le gouvernement a dépensé 40,5 millions d'euros pour des campagnes publicitaires visant les migrants ainsi que le financier George Soros. Le tiers de cette somme rémunérait des sociétés liées à Mészáros. Il faut noter qu'apparaissent quand même aussi des acteurs n'appartenant pas à ce cercle restreint. En effet il se trouve que les affichages en question s'étaient entre autre sur les panneaux gérés par JCDecaux. Cette société a acquis en 2012 100 % des actifs hongrois d'Epamedia, se plaçant ainsi comme principal intervenant dans le secteur du mobilier urbain du pays. Sur la période 2010-2018, le plus grand bénéficiaire de contrats publicitaires était TV2, appartenant depuis octobre 2018 à Mészáros (64 millions d'euros), suivi de JCDecaux (27 millions d'euros) [16].

Les terres agricoles constituent une ressource économique importante pour la Hongrie. En 1989, 95 % de la surface agricole utile étaient exploités dans le cadre de fermes d'état et de coopératives. La redistribution partielle des terres a abouti à un système agricole mixte où une multitude de petites parcelles éparses mal équipées et faiblement productives font face à un

11. <http://www.infomigrants.net/fr/post/8530/hongrie-orban-le-grand-remplacement-et-le-fantasme-migratoire>

12. Traité sur l'Union européenne, Titre I - Dispositions communes, Article 2 : "L'Union est fondée sur les valeurs de respect de la dignité humaine, de liberté, de démocratie, d'égalité, de l'État de droit, ainsi que de respect des droits de l'homme, y compris des droits des personnes appartenant à des minorités. Ces valeurs sont communes aux États membres dans une société caractérisée par le pluralisme, la non-discrimination, la tolérance, la justice, la solidarité et l'égalité entre les femmes et les hommes."

13. <http://www.europarl.europa.eu/sides/getDoc.do?type=REPORT&mode=XML&reference=A8-2018-0250&language=FR>

14. <https://english.atlatszo.hu/2018/01/16/companies-connected-to-pm-orbans-friend-won-public-tenders-worth-e1-56-billion-most-of-it-funded-by-the-eu/>

15. <http://hungarianspectrum.org/2018/01/21/the-spectacular-business-career-of-lorinc-meszaros/>

16. <https://english.atlatszo.hu/2019/01/11/the-government-of-hungary-spent-e216-million-on-propaganda-and-fearmongering-in-the-past-8-years/>

petit nombre de grandes exploitations. L'interdiction d'achat de terres par des étrangers mise en vigueur en 1994, maintenue à titre transitoire lors de l'adhésion à l'UE en 2004, devait prendre fin en mai 2014. Il restait alors environ 500.000 d'hectares cultivables du secteur public à distribuer et le Fidesz avait

à l'État [18]. En 2016 le gouvernement lance la privatisation par tranches de quelque 380.000 hectares de riches terres arables [19]. Mészáros a obtenu plus de 4.000 hectares pour plus de 3 millions d'euros; I. Tiborcz et sa famille ont obtenu près de 500 hectares pour 1,7 millions d'euros.

sions hostiles de la part du régime actuel.

Italie

En Italie, à l'issue des élections législatives de mars 2018, deux courants principaux se dessinaient : la coalition formée par la Forza Italia de Silvio Berlusconi, la Ligue (ex-Ligue du Nord) et le petit parti Fratelli d'Italia (Frères d'Italie), obtenait 37 % des votes, en premier lieu grâce à la Ligue dirigée par Matteo Salvini; le Mouvement 5 étoiles (M5S) représenté par Luigi di Maio obtenait à lui seul 32 %. Les tractations pour former un gouvernement se prolongent pendant plusieurs semaines. Di Maio et Salvini présentent en commun un contrat de gouvernement, le président Sergio Mattarella charge Giuseppe Conte de constituer le gouvernement, ce qui ne se fait pas sans écueils. La Ligue et le M5S avaient prévu la nomination de Paolo Savona au poste de ministre de l'Économie et des Finances. Celui-ci a été ministre du Commerce et de l'Industrie en 1993-1994, directeur général de l'association patronale Confindustria, président d'une petite banque sarde puis de la Banca Nazionale del Lavoro (BNL), et a occupé divers postes dans des conseils d'administration, dont celui d'Aéroports de Rome et de Telecom Italia. Or il est connu pour ses positions critiques à l'égard de



6 avril 2018. Alors que les Hongrois sont appelés aux urnes ce dimanche 8 avril pour des élections législatives, le gouvernement du Premier ministre Viktor Orbán s'est lancé en mars dans une campagne de communication répétant encore une fois son refus de toute immigration. Une campagne facilitée par une entreprise française, JCDecaux.

promis durant la campagne législative de 2010, de les attribuer en priorité aux exploitations familiales. Pour satisfaire les exigences de l'UE tout en les contournant dans la pratique, a été adoptée en 2013 une loi qui impose notamment des restrictions aux étrangers en matière d'acquisition de terrains [17]. De fait les attributions de terres s'effectuent de façon sélective. Selon des données de 2012 une société de L. Mészáros louait à l'époque 1.250 hectares de terres appartenant

Malgré la loi règlementant l'achat de terres par des étrangers, selon des estimations de 2018, un million d'hectares sont également passés sous le contrôle d'investisseurs provenant en majorité d'autres états membres de l'UE, principalement par l'intermédiaire de contrats secrets [20]. Quant à Carlo Benetton, de la famille d'entrepreneurs italiens du textile, il exploite en Hongrie 7.000 hectares, achetés en toute légalité au début des années 1990, mais il subit de fortes pres-

17. <https://www.terre-net.fr/actualite-agricole/politique-syndicalisme/article/adoption-de-la-loi-sur-les-terres-agricoles-205-90852.html>

18. <https://reporterre.net/L-accaparement-des-terres-sevit>

19. <https://www.terre-net.fr/actualite-agricole/politique-syndicalisme/article/l-opposition-denonce-un-vol-legalise-au-profit-du-pouvoir-205-118114.html>

20. <https://www.ladocumentationfrancaise.fr/pages-europe/pe000079-l-union-europeenne-et-le-phenomene-d-accaparement-des-terres-agricoles-par-yves>

l'euro et de l'Allemagne. Au bout du compte il est quand même inclus au gouvernement, comme "ministre sans portefeuille avec délégation aux Affaires européennes". Di Maio et Salvini se partagent la vice-présidence du Conseil, en outre le premier est ministre du Travail et de l'Industrie, le second ministre de l'Intérieur.

En aout 2018 le gouvernement fait adopter un décret présenté par Di Maio, dont l'objectif est notamment d'encadrer plus strictement la précarité sur le marché du travail, se positionnant ainsi, bien que modérément, à contrecourant par rapport aux mesures mises en œuvre par le gouvernement de Matteo Renzi (Parti démocrate) en 2014-2015. Dans l'élaboration du budget de l'État pour 2019, adopté fin décembre 2018, le gouvernement a dû tenir compte des exigences insistantes de la part de la commission européenne afin de limiter le déficit de façon à échapper à des sanctions. Il a néanmoins inclus des dispositions portant sur deux points centraux de son programme, les retraites et un "revenu de citoyenneté".

L'association patronale, Confindustria, adopte une attitude critique vis-à-vis du

gouvernement, mais sans entrer dans un conflit ouvert. Elle temporise en attendant que la situation ambiguë résultant de l'association entre la Ligue et le M5S se clarifie. Alors qu'au sujet du décret concernant le marché du travail, Forza Italia évoque un « coup mortel asséné aux entreprises », Confindustria le qualifie d'« erreur, car on ne crée pas des emplois avec des règles plus strictes » [21]. La Ligue, dont la base électorale est composée essentiellement de PME/PMI, prend ses distances : Salvini est délibérément resté absent lors du Conseil des ministres adoptant le décret. À l'époque des discussions budgétaires, en septembre, Vincenzo Boccia, président de la Confindustria, affirmait [22] : « Ce n'est pas l'intérêt de la Confindustria de faire chuter le gouvernement. » Mais il précise aussi [23] : « Concernant ce gouvernement nous croyons fermement en la Ligue, c'est une composante importante. [...] Nous avons de grandes attentes à l'égard de la Ligue. »

Les élections au Parlement européen

Un regard en arrière contribue à éclairer le caractère

utilitaire diversifié que peut revêtir l'emploi du terme "populiste". À une certaine époque il ne ciblait pas préférentiellement l'extrême-droite, mais des adversaires politiques plutôt "modérés". Voici comment s'exprimait Alain Minc en 2007 [24] :

« Les tenants de la "pensée unique", dont je serai éternellement, sont sur la défensive car le créneau politique dominant consiste à aller conquérir les voix marginales sur une tonalité populiste. [...] Oui, la pensée unique a changé de camp. Elle est devenue populiste, économiquement laxiste, anti-européenne. [...] Théoriser, comme le fait Ségolène Royal, la démocratie participative, est l'une des plus grandes inepties démagogiques que j'ai jamais entendue. Prétendre qu'il n'y a pas de légitimité intellectuelle, que tous les citoyens sont des experts, que tout le monde est égal face aux enjeux majeurs, quelle absurdité! »

Quant à Ségolène Royal, il semblerait qu'elle n'a pas changé de point de vue, à en juger d'après ses explications suivantes, de décembre 2018 [25]. Interrogée sur le RIC proposé par les "gilets jaunes" : « C'est un beau débat qui doit être

21. https://www.lesechos.fr/03/07/2018/lesechos.fr/0301916849311_marche-du-travail---le-gouvernement-italien-change-de-cap-apres-les-reformes-renzi.htm

22. <https://www.capital.fr/entreprises-marches/italie-le-patronat-voit-dans-le-budget-un-banc-dessai-pour-le-gouvernement-1306176>

23. <https://notizie.tiscali.it/economia/articoli/Confindustria-Boccia-noi-leghisti/>

24. La citation figure ici uniquement à titre d'anecdote. Concernant le personnage d'Alain Minc, on peut lire le commentaire ironique que voici : "C'est plus fort que lui : dès qu'une élection se profile, dans l'Hexagone ou en Mongolie, l'ancien major de l'ENA [...] ne peut s'empêcher d'y aller de son petit prono, une manière de feindre d'être pour quelque chose dans la victoire de celui ou celle dont il a fait son favori. [...] Souvenons-nous qu'il appelé à voter Édouard Balladur, puis Lionel Jospin à la présidentielle de 1995; François Bayrou, et à nouveau Jospin en 2002; Nicolas Sarkozy, dont il était l'un des assidus visiteurs du soir, en 2007 et en 2012. En 2016, il soutient Alain Juppé à la primaire de la droite, avant de rallier Emmanuel Macron en 2017. Bien sûr, il a parié Hillary Clinton contre Donald Trump. Soit deux victoires en neuf combats."

https://www.lesechos.fr/08/01/2007/lesechos.fr/300128386_alain-minc----la-pensee-unique-est-devenue-populiste--.htm

25. <http://www.leparisien.fr/politique/segolene-royal-osons-la-revolution-participative-16-12-2018-7970346.php>

discuté, expérimenté. [...] Je crois qu'il est plus que temps de faire respirer notre démocratie, de la rendre plus transparente. » À la question demandant si la démocratie représentative ne ralentissait pas le processus de décision, elle réplique : « Au contraire. [...] dès que vous associez les

mette de maîtriser les particularismes des états membres subordonnés. Macron tente de se faire reconnaître comme représentant central de ces efforts. Au niveau européen, sa stratégie électorale vise à constituer un large bloc en désarticulant les deux principales formations que sont

ce scrutin, il s'agit de faire la distinction entre une vision européenne et une vision populiste. Un large rassemblement est possible, et nécessaire, au centre et à gauche, autour de LRM, du Parti démocrate, des sociaux-démocrates, des élus réunis au sein de l'Alliance des démocrates et des libéraux pour l'Europe, de Ciudadanos [espagnols], sans oublier des mouvements très proeuropéens comme les Verts allemands, pour former une nouvelle plate-forme progressiste. »



Manifestation de métallurgistes belges, luxembourgeois et français d'ArcelorMittal à Strasbourg devant le Parlement européen, février 2013.

citoyens [...] les solutions deviennent beaucoup mieux calibrées. » Et elle enchaîne avec un argument éclairant (c'est nous qui soulignons) : « Si on l'avait fait dès le début à Notre-Dame-des-Landes, l'aéroport aurait été construit. On aurait gagné du temps. »

Pour les principaux états membres de l'UE, c'est-à-dire essentiellement la France et l'Allemagne, les préoccupations électorales sont focalisées sur la façon de se disputer le rôle de direction prépondérant, et de maintenir une structuration de l'union qui per-

le Parti Populaire Européen (PPE) et les Socialistes et Démocrates (S&D). Il vise en particulier comme adversaires les gouvernements italiens et hongrois, en les personnes de Matteo Salvini et Viktor Orban, ainsi que Marine Le Pen en France. Le Fidesz d'Orban est membre du PPE, aux côtés de la CDU-CSU allemande et des Républicains français.

En Italie, Matteo Renzi (Parti démocrate) s'inscrit dans la perspective défendue par Macron [26] :

« Il est important de donner un message d'espoir sur l'avenir de l'Europe. Lors de

OTAN/UE

Le processus d'"unification" de l'Europe est étroitement lié à la création et l'évolution de l'OTAN. Dans un premier temps, l'élément déterminant était l'existence de l'URSS comme état socialiste. Puis intervient la contrerévolution en URSS mise en œuvre à partir du 20e congrès du PCUS. D'abord l'approche idéologique de la part de l'impérialisme persiste, qui perçoit toujours l'URSS comme l'incarnation du communisme. Lorsque cette vision biaisée se dissipe, la Russie capitaliste reste néanmoins le principal ennemi d'envergure mondiale. En 1948 le gouvernement britannique présente à la France et aux pays du Benelux [27] un projet d'alliance de défense mutuelle en cas d'agression. Les cinq pays signent à

26. https://www.lemonde.fr/europe/article/2018/11/08/matteo-renzi-la-coalition-italienne-est-stupide_5380466_3214.html

27. En 1944 la Belgique, les Pays-Bas et le Luxembourg constituent le Benelux comme union douanière. Le traité instituant l'Union économique du Benelux en 1958 implique un élargissement et un approfondissement de la coopération économique. En 2008, un nouveau Traité Benelux crée l'Union Benelux, la coopération se concentre désormais sur les domaines suivants : le marché intérieur et l'union économique; le développement durable; la justice et les affaires intérieures.

Bruxelles le traité instituant l'Union occidentale (UO) qui ne se prémunit plus uniquement contre l'Allemagne mais qui vise à prévenir toute agression armée en Europe - donc pas dans les territoires d'outre-mer -, contre l'un de ses membres. En 1949, est signé à Washington le traité de l'Atlantique Nord qui institue en particulier l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord (OTAN). Le traité englobe l'UO ainsi que les USA, le Canada, le Danemark, l'Islande, l'Italie, la Norvège et le Portugal. En 1955, la République fédérale d'Allemagne (RFA) rejoint l'OTAN.

Les élargissements successifs de l'UE sont corrélés avec ceux de l'OTAN, ces derniers précédant les premiers [28]. Ainsi, la Hongrie, la Pologne et la République tchèque deviennent membres de l'OTAN en mars 1999, la Slovaquie et la Slovénie ainsi que trois anciennes Républiques soviétiques - Estonie, Lettonie et Lituanie -, en mars 2004, puis tous ces pays adhèrent à l'UE en mai 2004. En mars 2004 également, la Roumanie et la Bulgarie adhèrent à l'OTAN, ensuite à l'UE en 2007. La Croatie et l'Albanie rejoignent l'OTAN en 2009, la Croatie devient le 28e membre de l'UE en 2013. Ainsi 22 des 28 pays membres de l'UE sont aussi membres de l'OTAN. Un officier général français commente [29] : « C'est l'OTAN qui donne le rythme, et l'UE court derrière. »

L'évolution de la situation géopolitique mondiale depuis quelques décennies a fini par motiver un glissement dans la doctrine militaire vers un éventail plus varié quant au type des actions envisagées. Au-delà des affrontements purement militaires, il s'agit aussi de la "gestion des crises". C'est

shington d'avril 1999. Le Concept met désormais l'accent sur la coopération avec d'autres états partageant les mêmes objectifs que l'Alliance, et prend en compte le développement de la politique européenne de sécurité et de défense de l'Union européenne. En 2002, les pays membres de l'OTAN se



© Airbus - Les capacités du SCAF, notamment en terme de communication, d'échange et de transfert de données.

à ce niveau que la "défense européenne" tente de se ménager une marge de manœuvre, en jouant y compris sur l'association de pays non-membres de l'OTAN, en l'occurrence la Finlande [30].

La stratégie initiale de l'OTAN, le "Concept stratégique pour la défense de la zone de l'Atlantique Nord", a été révisée en 1997 pour prendre en compte les changements intervenus en Europe, tout en maintenant la mission de défense collective. La version révisée du Concept a été adoptée lors du sommet de Wa-

déclarent disposés à donner à l'UE l'accès aux moyens et capacités de l'OTAN pour des opérations dans lesquelles l'Alliance n'est pas engagée militairement, puis l'UE et l'OTAN signent une déclaration commune sur la politique européenne de sécurité et de défense. L'année suivante le Conseil européen met en place une nouvelle structure : une cellule permanente de planification et de conduite des opérations civiles et militaires de l'UE menées sans recours aux moyens de l'OTAN", placée auprès de l'état-major de l'UE. Cette

28. <https://www.diploweb.com/Les-relations-de-l-OTAN-et-de-l-UE.html>

29. <https://www.diploweb.com/Les-relations-de-l-OTAN-et-de-l-UE.html>

30. <https://www.touteurope.eu/actualite/l-appartenance-a-l-otan-au-sein-de-l-union-europeenne.html>

"cellule" est autonome et distincte des structures de l'OTAN. Cette même année 2003, l'UE mène ses premières opérations militaires de gestion de crise dont l'opération "Concordia" en République yougoslave de Macédoine, avec les moyens et capacités de l'OTAN; en 2004, la responsabilité du maintien de la paix en Bosnie-Herzégovine est transférée de l'OTAN à l'UE. À partir de 2008, des forces navales de l'OTAN (opération Ocean Shield) et de l'UE (opération Atalante) sont déployées côte à côte avec d'autres acteurs au large de la Somalie, pour mener des missions de lutte contre la piraterie. L'opération Ocean Shield est arrêtée en novembre 2016, tandis que l'opération Atalante a été prolongée jusqu'en 2020.

La coopération entre l'Alliance atlantique et l'UE est source de débats en Europe, où deux visions s'affrontent. D'un côté, certains pays - comme la Norvège, les pays baltes, la Pologne - comptent avant tout conserver l'assurance de la protection américaine face à une résurgence militaire russe. L'approche adoptée par la France et l'Allemagne tend à affirmer le besoin de développer une structure de sécurité collective autonome et indépendante des USA. L'élection de Donald Trump a renouvelé les motivations en ce sens.

La sortie de la Grande-Bretagne change aussi la donne en matière d'organisation européenne : ce pays, opposé à une structure européenne concurrente de l'OTAN, constituait un facteur de blocage en ce qui concerne la concrétisation d'une politique européenne de défense propre.

En ce qui concerne l'aspect militaire de la concurrence interimpérialiste, il est évident que l'Europe est tributaire de la supériorité marquée dont jouissent les USA au niveau mondial. Voici comment se chiffre l'importance estimée de l'arme nucléaire [31] : Russie 8.500 ogives nucléaires, USA 7.500, Chine 300, France 290, GB 160; l'Inde possède également l'arme nucléaire. En termes de budget annuel consacré à la défense, en millions dollars US, en 2018 : USA 647.000, UE (hors GB) 198.170 (dont Allemagne, France, Italie, Espagne 134.500), Chine 151.000, Fédération de Russie 47.000.

Néanmoins les considérations relatives à une défense européenne ne sont pas du simple verbiage. Les préoccupations de la part de la France et de l'Allemagne, puissances impérialistes, sont fondées et ces gouvernements s'efforcent tant bien que mal à se donner les moyens pour ne pas être réduits à subir purement et simplement les décisions et

désidérata du gouvernement US.

Florence Parly, ministre des Armées, en septembre 2018 [32] : « Quand je dis aujourd'hui que l'Europe de la défense est une nécessité, je ne le dis pas seulement par conviction, je le dis par constat. Écoutons les déclarations du Président des États-Unis, lisons ses tweets : le message qui nous est envoyé est sans ambiguïté. Je mets en garde ceux qui pensent que cette posture est liée à une circonstance, qu'elle ne tient qu'à une personne, un contexte. Non, nous ne sommes pas juste victimes d'un mauvais alignement des planètes. C'est un mouvement de fond, bien plus large, qui s'opère lentement. »

Le général François Lecointre, chef d'état-major des armées, également en septembre 2018 [33] : « Le contexte aujourd'hui est la remise en cause du multilatéralisme, la fragilisation des alliances, la bascule de la confrontation et de la conflictualité vers un nouveau centre mondial qui se situe entre les États-Unis et l'Asie, qui met le continent européen à l'écart. Donc, oui, l'Europe est le cadre naturel du futur de notre défense collective. Et notre objectif est clair : parvenir à construire ensemble une autonomie stratégique européenne. »

31. <http://www.sympatico.ca/actualites/decouvertes/histoire/10-grandes-puissances-militaires-1.1484540>

32. <https://www.defense.gouv.fr/english/salle-de-presse/discours/discours-de-florence-parly/discours-de-florence-parly-ministre-des-armees-en-cloture-de-la-16e-universite-d-ete-de-la-defense>

33. <https://club.bruxelles2.eu/2018/09/tous-ensemble-cela-ne-veut-pas-dire-tous-derriere-nous-general-lecointre/>

Au sujet de certains aspects des révolutions russes de 1905 et 1917

Ci-après nous tentons quelques réflexions au sujet des tâches des communistes marxistes-léninistes dans le contexte actuel et en rapport avec les mobilisations des "gilets jaunes", ceci en évoquant l'expérience de la période de préparation de la révolution russe d'octobre 1917. Un préalable indispensable à toute référence à Lénine, c'est de garder à l'esprit le contexte de l'époque. Voici comment Lénine résume en 1902 le cheminement parcouru depuis 1884 [1] (rappelez qu'à l'époque le terme "social-démocratie" allait de pair avec "marxisme") :

« L'histoire de la social-démocratie russe se divise nettement en trois périodes.

La première embrasse 1884 à 1894 environ. Cette période a vu naître et se fortifier la théorie et le programme de la social-démocratie. Les partisans de la nouvelle tendance en Russie se chiffraient par unités. La social-démocratie existait sans mouvement ouvrier; elle en était, comme parti politique, à la période intra-utérine.

La deuxième période dure trois ou quatre ans, de 1894 à 1898. La social-démocratie

vient au monde comme mouvement social, comme poussée des masses populaires, comme parti politique. C'est la période d'enfance et d'adolescence. Rapide comme une épidémie, l'engouement général pour la lutte contre les populistes [2] se répand parmi les intellectuels, et ceux-ci vont aux ouvriers; chez les ouvriers, c'est un engouement général pour les grèves. Le mouvement fait d'immenses progrès. [...]

La troisième période [...] s'annonce dès 1897 et remplace définitivement la précédente en 1898. Période de dispersion, de désagrégation, d'errements. La voix mue chez l'adolescent. Pendant cette période, la voix de la social-démocratie elle aussi s'est mise à muer, à sonner faux [...]. Mais seuls les dirigeants allaient chacun de leur côté et reculaient : quant au mouvement, il continuait de croître et de faire d'immenses progrès. [...] Mais la conscience des dirigeants avait fléchi devant la poussée spontanée, large et puissante; dès lors, l'élément prédominant parmi les social-démocrates était représenté par des militants nourris presque uniquement de littérature marxiste "légale" [3], d'autant plus

insuffisante que la spontanéité de la masse exigeait d'eux une plus grande conscience. [...] Le social-démocratie était ravalé au niveau du trade-unionisme, [...]. Ce qui caractérise cette période, [...] c'est le criticisme mesquin allié à une totale insouciance de la théorie. [...] »

En extrayant des textes de Lénine telle ou telle phrase isolément, on peut trouver des ressemblances diverses entre ce qu'il écrit et la situation actuelle en France. Cependant, si on veut caractériser globalement la voie de développement parcourue par le mouvement communiste et ouvrier dans ce pays, on ne retrouvera guère un schéma d'étapes successives qui se rapprocherait de celui propre à la Russie d'avant 1917. En France actuellement, nous sommes plutôt ramenés à un point où, comme le constate Lénine pour la période de 1884 à 1894, « la social-démocratie existe sans mouvement ouvrier; elle en est, comme parti politique, à la période intra-utérine ». Ce qui signifie que tout ce que Lénine a écrit au-delà de cette première période ne peut nullement être plaqué mécaniquement sur la situation

1. Sauf indication autre, les citations qui suivent proviennent de l'ouvrage "Que faire ?", 1902, Œuvres, tome 5.

2. Avant l'apparition des groupes marxistes, le travail révolutionnaire était fait en Russie par les populistes, adversaires du marxisme. Les populistes russes considéraient que la principale force révolutionnaire était non pas la classe ouvrière, mais la paysannerie. Dans son ouvrage "Ce que sont les « amis du peuple » et comment ils luttent contre les social-démocrates" (1894), Lénine développe la critique des populistes.

3. Quand le marxisme eut pris un large développement en Russie, les intellectuels bourgeois commencèrent à s'affubler de l'apparence marxiste. Ils faisaient imprimer leurs articles dans les revues et journaux légaux, c'est-à-dire autorisés par le gouvernement tsariste. D'où le nom de marxistes "légaux". Ils luttèrent à leur manière contre le populisme, en cherchant à subordonner et adapter le mouvement ouvrier aux intérêts de la bourgeoisie.

dans laquelle se trouvent les communistes marxistes-léninistes, ici et maintenant.

Une question amplement commentée, sinon analysée, est celle de l'aspect spontané qui - apparemment ou réellement - caractérise à un certain degré les mobilisations des "gilets jaunes". Dans le cadre des considérations entamées ici, il ne

de la lutte économique" [...] "Maintenant il s'agit pour les social-démocrates de savoir comment donner à la lutte économique elle-même, autant que possible, un caractère politique" [...] "La lutte économique est le moyen le plus largement applicable pour entraîner les masses dans la lutte politique active" [...]. »

litique, on entend la politique social-démocrate. Très souvent la lutte économique des ouvriers, comme nous l'avons déjà vu, est liée (non pas indissolublement, il est vrai) à la politique bourgeoise, cléricale ou autre. Les thèses du *Rabotchéié Diélo* sont justes si, par politique on entend la politique trade-unioniste, c'est-à-dire l'aspiration générale des ouvriers à obtenir de l'État des mesures susceptibles de remédier aux maux inhérents à leur situation, mais qui ne suppriment pas encore cette situation, c'est-à-dire qui ne suppriment pas la soumission du travail au capital. »



Le 22 janvier 1905 une manifestation se dirige vers le Palais d'Hiver à Saint Petersburg. Elle sera réprimée dans le sang.

s'agit pas d'évaluer ce degré, mais de rappeler en quoi cette question de la spontanéité préoccupait Lénine. C'est durant la "troisième période" qu'il combattit les orientations des "économistes".

Pour développer sa critique, Lénine cite les affirmations suivantes des représentants de l'"économisme" :

« Écoutez plutôt : "La lutte politique de la classe ouvrière n'est que [...] la forme la plus développée, la plus large et la plus effective

Et il développe :

« La *Rabotchaïa Mysl* [4] ne nie pas entièrement la lutte politique [...]. La *Rabotchaïa Mysl* estime seulement que "le politique suit toujours docilement l'économique". (Et le *Rabotchéié Diélo* [5] donne une variante à cette thèse, affirmant dans son programme qu'en Russie plus que dans tout autre pays, la lutte économique est inséparable de la lutte politique".) Ces thèses de la *Rabotchaïa Mysl* et du *Rabotchéié Diélo* sont absolument fausses, si par po-

Donc : vouloir centrer la lutte politique essentiellement sur la lutte économique des ouvriers revient à ramener cette lutte politique à « l'aspiration générale des ouvriers à obtenir de l'État des mesures susceptibles de remédier aux maux inhérents à leur situation, mais qui ne suppriment pas encore cette situation, c'est-à-dire qui ne suppriment pas la soumission du travail au capital » - autrement dit, au réformisme et, dans le domaine syndical, au "syndicalisme de transformation". Cette "aspiration" que Lénine a en vue, relève de la spontanéité :

« Ainsi donc, l'on voit que la *Rabotchaïa Mysl* nie moins la lutte politique qu'elle ne s'incline devant sa spontanéité, son inconscience. [...] l'on s'incline devant la spontanéité de ce mouve-

4. *Rabotchaïa Mysl* (La pensée ouvrière) : revue parue en Russie de 1897 à 1902.

5. *Rabotchéié Diélo* (La cause ouvrière) : revue organe de l'Union des social-démocrates russes à l'étranger, parue à Genève d'avril 1899 à février 1902.

ment [mouvement ouvrier de masse], c'est-à-dire que l'on ramène le rôle de la social-démocratie à celui d'une simple servante du mouvement ouvrier comme tel [...] »

Lénine, en rejetant cette conception du rôle de la social-démocratie comme « simple servante », affirme la nécessité d'« élaborer une politique social-démocrate spécifique répondant aux tâches générales du socialisme » :

« Ce qui était à l'origine de cette déviation [de la part du *Rabotchéïé Diélo*], c'était l'interprétation équivoque de la thèse suivante de son programme : "Le phénomène essentiel de la vie russe, appelé principalement à déterminer les tâches [...] et le caractère de l'activité littéraire de l'Union, est, à notre avis, le mouvement ouvrier de masse [...], qui a surgi ces dernières années." Que le mouvement de masse soit un phénomène très important, cela est hors de discussion. Mais toute la question est de savoir comment comprendre la "détermination des tâches" par ce mouvement de masse. [...] Le *Rabotchéïé Diélo* [...] n'a jamais parlé avec précision de nouvelles tâches, et il a toujours raisonné comme si ce "mouvement de masse" nous débarrassait de la nécessité de concevoir nettement et d'accomplir les tâches qu'il impose. [...] Reconnaisant entièrement la lutte politique qui surgit spontanément du mouvement ouvrier lui-même (ou plutôt : les desiderata et revendications politiques des ouvriers), [la *Rabotchaïa*

Mysl] se refuse absolument à élaborer elle-même une politique social-démocrate spécifique, répondant aux tâches générales du socialisme et aux conditions russes actuelles. [...] le mouvement de masse nous impose de nouvelles tâches théoriques, politiques et d'organisation, beaucoup plus compliquées que celles dont on pouvait se contenter avant l'apparition du mouvement de masse. [...] le *Rabotchéïé Diélo* a jugé impossible d'assigner comme première tâche au mouvement ouvrier de masse le renversement de l'autocratie, tâche qu'il a abaissée (au nom du mouvement de masse) au niveau de la lutte pour les revendications politiques immédiates [...]. »

Lénine oppose aux "économistes" la conception social-démocrate selon laquelle « notre tâche [...] est de développer la conscience politique des ouvriers », ce qui impose « d'organiser une vaste campagne politique de dénonciation de l'autocratie » :

« La question se pose : en quoi donc doit consister l'éducation politique ? Peut-on se borner à propager l'idée que la classe ouvrière est hostile à l'autocratie ? Certes, non. Il ne suffit pas d'expliquer aux ouvriers leur oppression politique (comme il ne suffisait pas de leur expliquer l'opposition de leurs intérêts à ceux du patronat). Il faut faire de l'agitation à propos de chaque manifestation concrète de cette oppression (comme nous l'avons fait pour les manifestations concrètes de l'oppression économique). Or, comme cette oppression

s'exerce sur les classes les plus diverses de la société, se manifeste dans les domaines les plus divers de la vie et de l'activité professionnelle, civile, privée, familiale, religieuse, scientifique etc., etc., n'est-il pas évident que nous n'accomplirons pas notre tâche qui est de développer la conscience politique des ouvriers, si nous ne nous chargeons pas d'organiser une vaste campagne politique de dénonciation de l'autocratie ? »

Par analogie, ces considérations peuvent être à juste titre rapprochées de la situation actuelle en France. Certes, le régime à combattre n'est pas celui d'une aristocratie, l'oppression qui s'exerce sur les classes les plus diverses de la société ne concerne pas en première lieu une paysannerie subissant l'exploitation féodale. Le régime à combattre est celui de la dictature de la bourgeoisie arrivée au stade du capitalisme impérialiste; parmi les classes impliquées dans les mobilisations des "gilets jaunes" figure - plus que la paysannerie - la petite bourgeoisie. Cependant, parmi les manifestations de l'oppression qui ne sont pas liées directement à la lutte "économique", Lénine mentionne « la corruption des fonctionnaires et la façon dont la police traite le "bas peuple" des villes, la lutte contre les affamés, [...] l'extorsion des impôts, [...] le régime de caserne infligé aux étudiants et aux intellectuels libéraux », etc. En transposant tout cela dans le contexte actuel, on retrouve les manifestations de l'oppression que les com-

munistes doivent dénoncer amplement.

Il s'en suit que nous devons nous préoccuper des phénomènes mis en évidence par les "gilets jaunes", intervenir en direction des travailleurs qui prennent part à ces mobilisations, faire ressortir que la cible de la lutte à venir, au-delà de la personne de Macron, du gouvernement, doit être le pouvoir bourgeois globalement, le système capitaliste en tant que tel.

Cependant il ne s'en suit

l'organisation d'une ample lutte politique sous la direction de notre parti, afin que toutes les couches d'opposition, quelles qu'elles soient, puissent prêter et prêtent effectivement à cette lutte, ainsi qu'à notre parti, l'aide dont elles sont capables. Des praticiens social-démocrates, nous devons former des chefs politiques sachant diriger toutes les manifestations de cette lutte aux multiples aspects, sachant au moment utile "dicter un programme d'action positif" aux étudiants en

tique sous la direction de notre parti ». Comme indiqué plus haut, nous nous trouvons loin des caractéristiques soulignées par Lénine au sujet du développement du mouvement révolutionnaire en Russie, selon lesquelles d'abord « la social-démocratie vient au monde comme mouvement social, comme poussée des masses populaires, comme parti politique », et ensuite « quant au mouvement, il continuait de croître et de faire d'immenses progrès », « la lutte prolétarienne englobait de nouvelles couches d'ouvriers; elle s'étendait à toute la Russie, contribuant indirectement à ranimer l'esprit démocratique parmi les étudiants et les autres catégories de la population ».

Enfin, concernant le caractère interclassiste des "gilets jaunes", certains considèrent qu'il n'y a pas le moindre problème à l'intégrer dans l'action du mouvement ouvrier. En appui à cette prétendue certitude, est amenée une citation de Lénine censée couper court à toute hésitation [7] :

« Quiconque attend une révolution sociale "pure" ne vivra jamais assez longtemps pour la voir. Il n'est qu'un révolutionnaire en paroles qui ne comprend rien à ce qu'est une véritable révolution. [...] La révolution socialiste en Europe ne peut pas être autre chose que l'explosion de la lutte de masse des opprimés et mé-



Agitations à Saint Petersburg, janvier 1905. La Place Urizky devant le Palais d'Hiver est barrée par des troupes.

pas qu'il fallait prendre fait et cause pour les "gilets jaunes", s'intégrer pleinement dans leur "mouvement". Lénine, dans la confrontation avec les "économistes", leur oppose sa conception des tâches incombant à la social-démocratie, d'un point de vue pratique (c'est nous qui soulignons) :

« Nous devons assumer

effervescence, aux zemtsy [6] mécontents, aux sectaires indignés, aux instituteurs lésés, etc., etc. »

De toute évidence, en tant que communistes marxistes-léninistes, nous ne pouvons pas en l'état actuel des choses mimer cette façon d'envisager la situation - « assumer l'organisation d'une ample lutte poli-

6. En 1860 le tsar Alexandre II lance une série de réformes qui inclut un découpage administratif mis en œuvre en 1864 : Les provinces sont découpées en gouvernements, eux-mêmes formés de districts. Ces derniers se dotent d'assemblées dirigeantes, les zemstvos. Le terme zemtsy désigne les personnes appartenant aux zemstvos ou s'occupant des questions d'administration locale.

7. "Bilan d'une discussion sur le droit des nations", 1916, Œuvres, tome 22.

contents de toute espèce. Des éléments de la petite bourgeoisie et des ouvriers arriérés y participeront inévitablement : sans cette participation, la lutte de masse n'est pas possible, aucune révolution n'est possible. Et, tout aussi inévitablement, ils apporteront au mouvement leurs préjugés, leurs fantaisies réactionnaires, leurs faiblesses et leurs erreurs. Mais objectivement, ils s'attaqueront au capital, et l'avant-garde consciente de la révolution, le prolétariat avancé, qui exprimera cette vérité objective d'une lutte de masse disparate, discordante, bigarrée, à première vue sans unité, pourra l'unir et l'orienter, conquérir le pouvoir, s'emparer des banques, exproprier les trusts hais de tous (bien que pour des raisons différentes !) et réaliser d'autres mesures dictatoriales dont l'ensemble aura pour résultat le renversement de la bourgeoisie et la victoire du socialisme. »

Or, voici que Lénine lui-même prend en compte une interrogation légitime à ce sujet, et il apporte un argument essentiel (c'est nous qui soulignons) :

« Mais, nous demandera et nous demande le partisan follement zélé de la "liaison organique étroite avec la lutte prolétarienne", si nous devons prendre sur nous d'organiser contre le gouvernement des révélations intéressant véritablement le peuple entier, *en quoi donc se manifestera le caractère de classe de notre mouvement ? - Justement en ce que l'organisation de ces révélations sera notre œuvre à nous, social-démocrates;*

en ce que tous les problèmes soulevés dans l'agitation seront éclairés dans un esprit constamment social-démocrate et sans la moindre concession aux déformations, volontaires ou non, du marxisme; *en ce que cette ample agitation politique sera menée par un parti* unissant en un tout indissoluble, l'offensive contre le gouvernement au nom de tout le peuple, l'éducation révolutionnaire du prolétariat en même temps que la sauvegarde de son indépendance politique, la direction de la lutte économique de la classe ouvrière, l'utilisation des collisions spontanées avec ses exploiters, collisions qui dressent et amènent sans cesse dans notre camp de nouvelles couches du prolétariat ! »

S'adonner béatement à la certitude que « la révolution socialiste en Europe ne peut pas être autre chose que l'explosion de la lutte de masse des opprimés et mécontents de toute espèce » et que les "gilets jaunes" sont un signe prémonitoire en ce sens, c'est écarter toute considération en rapport avec la nécessité de construire le parti d'avant-garde du prolétariat, c'est faire abstraction de l'état actuel de la lutte de classe, c'est divaguer dans un rêve où l'on se prend pour la grenouille qui veut se faire aussi grosse que le bœuf.

Pour intervenir correctement en direction des couches petites-bourgeoises menacées par le déclassement, il faut pouvoir s'appuyer sur le mouvement ouvrier. Or, l'organisation du mouvement ouvrier lui-

même nécessite l'édification d'un Parti communiste authentique comme avant-garde de la classe ouvrière. Ce que nous avons écrit dans un communiqué intitulé « Redonner à la classe ouvrière son Parti communiste véritable - tâche fondamentale du ROCML » s'applique entièrement au contexte actuel :

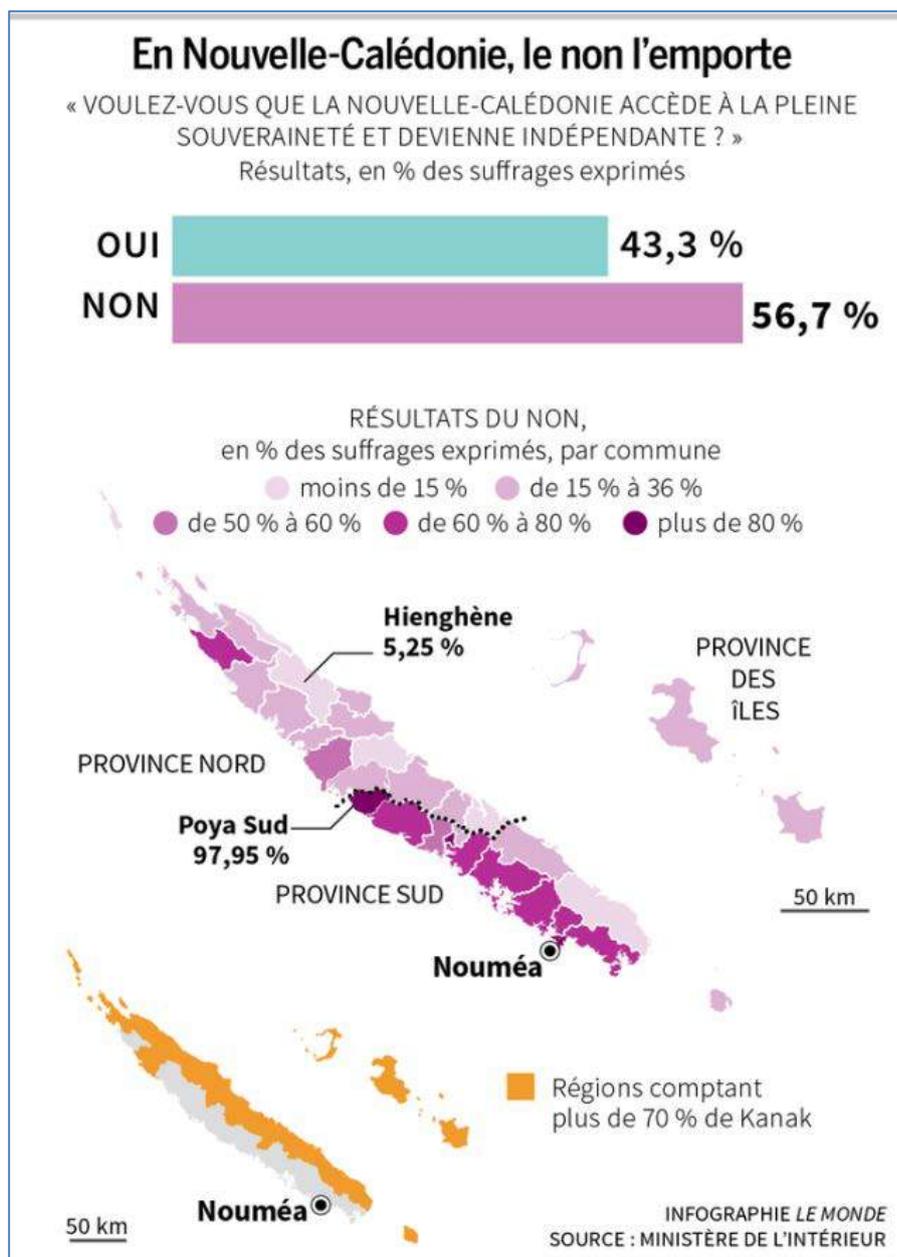
« La classe ouvrière - c'est-à-dire l'ensemble des travailleurs salariés exploités par le capital, collectivement - n'a pas conscience actuellement de sa place de force motrice au sein de la société capitaliste, capable de se libérer de l'exploitation qu'elle subit et en même temps de remplir une mission historique, celle de conduire l'édification de la société socialiste, communiste, sans classes. Le niveau de conscience des travailleurs est faible en ce qui concerne la compréhension, autant des rapports de production capitalistes comme source d'exploitation et d'oppression, que de la nécessité de renverser le pouvoir de la bourgeoisie pour s'en libérer. Même chez les militants syndicalistes et politiques les plus conscients, la confusion idéologique règne. Ce défaut de conscience fait que les travailleurs restent prisonniers du caractère spontané de leurs luttes, ce qui les expose à l'influence de l'idéologie bourgeoise et en particulier du réformisme véhiculé par les couches de la petite bourgeoisie. »

Référendum en Kanaky

Parmi les nombreux événements politiques qui ont eu lieu en France l'année passée, il en est un qui symbolise plus que tout autre la lutte contre l'impérialisme et pour l'indépendance nationale. En effet en novembre de l'année 2018 s'est tenu en Kanaky-Nouvelle-Calédonie, conformément aux accords de Nouméa de 1998, le référendum sur l'indépendance de la Kanaky.

Ce référendum a vu s'opposer les deux camps que sont les indépendantistes kanak et les « loyales », ce dernier groupe - représentant les intérêts des colons et de l'État français - ayant aussi le droit de vote.

La question posée aux habitants de Kanaky a été la suivante : « Voulez-vous que la Nouvelle-Calédonie accède à la pleine souveraineté et devienne indépendante ? ». Autrement dit, une victoire du oui aurait été une remise en cause du moins partielle du rôle de la France comme métropole impérialiste en Kanaky et aurait libéré cette dernière du système d'oppression coloniale de la France à son égard. Les colons français de Kanaky de même que l'État français ont donc déployé une propagande des plus agressives pour présenter l'indépendance de la Kanaky comme une catastrophe inimaginable qui plongerait l'île dans le désarroi économique le plus total et réduirait sa population à la misère



(l'exemple du Vanuatu, anciennement Nouvelles-Hébrides, est cité constamment), les Kanak se livreraient à des exactions (violence, pillages, expropriations) contre les français et plus généralement toutes les populations non kanak etc. En parallèle de ces manipulations visant à souder l'électorat non kanak contre l'indépendance, de nombreux Kanak se sont vu refuser l'inscription sur les listes électorales et les procu-

rations des Kanak de métropole ont bien souvent été volontairement retardées afin de les exclure du vote.

Cette stratégie de terreur médiatique et de sabotage électoral a porté ses fruits puisque le 4 novembre c'est le camp du non à l'indépendance qui l'a emporté avec 56,7 % des suffrages exprimés contre 43,3 % pour le oui à l'indépendance. Si la France sort de ce scru-



Kahnyapa – ou Alphonse, son prénom français – Dianou, qui mena la prise d'otage d'une gendarmerie de l'atoll d'Ouvéa le 22 avril 1988. Il fut parmi les dix-neuf indépendantistes tués lors de l'assaut de la grotte de Watetö où s'étaient réfugiés et les gendarmes et les Kanaks recherchés par l'État français.

kanak, travailleurs et paysans unis non seulement pour l'indépendance et la libération de l'impérialisme français sur le plan politique mais aussi contre l'exploitation économique des ressources naturelles et des travailleurs kanak par la bourgeoisie colonisatrice française qui représente la majorité des grands employeurs et propriétaires fonciers de l'île.

En ce sens nous, communistes du ROCML félicitons le peuple kanak de ces résultats encourageants du oui à l'indépendance, d'autant plus que ce sont clairement les régions à majorité kanak qui se sont le plus prononcées en faveur de l'indépendance. Nous considérons cette lutte comme l'un des moyens pour le peuple travailleur de Kanaky de s'opposer concrètement à sa bourgeoisie et de réaliser les revendications sociales, politiques, économiques, culturelles qui sont les siennes. Nous condamnons aussi les actions de subversion et de sabotage anti-démocratique de l'État français en métropole et en Kanaky qui prouvent le caractère formel de la « démocratie » française, qui foule aux pieds le processus démocratique qu'il a été obligée d'enclencher sous l'effet des années de luttes indépendantistes.

tin avec une domination légitimée par les urnes, la victoire est loin d'être aussi large que l'avait espérée le pouvoir, surtout en ce qui concerne les colons locaux qui aurait voulu obtenir un non au-delà de 70 % afin de remettre en cause

les accords de Nouméa qui prévoient encore l'organisation de deux autres référendums sur la même question de l'indépendance dans les prochaines années.

Le vote oui a donc été à la fois un vote du peuple



Solidarité avec le peuple kurde en lutte pour ses droits nationaux et démocratiques

Les droits nationaux de 45 millions de Kurdes, répartis dans quatre pays différents, ne sont toujours pas reconnus, et ils mènent une lutte héroïque pour les conquérir sur les territoires de Bakur, Rojhilat, Basur et Rojava. Sans entrer dans l'histoire du peuple kurde, il faut souligner que, parmi les organisations qu'il s'est données, le PKK est depuis sa création la cible de toutes les forces réactionnaires (impérialistes ou locales). En tant que mouvement de libération nationale, il rompt avec les autres organisations qui gardent un caractère féodal, semi-féodal, basé sur la structure des clans.

La lutte que le PKK a déclenchée en 1984 dans le Kurdistan Nord (Bakur), autrement dit sur le territoire sous domination turque, n'a pas cessé de se développer. Aujourd'hui, l'influence du PKK s'est étendue sur tous les territoires à majorité kurde.

Avec la guerre du Golfe en 1991, la question du Kurdistan irakien a été mise en lumière, mais en même temps les États-Unis et les pays impérialistes ont tenté d'enterrer les luttes du peuple kurde, notamment celle

du Kurdistan Nord. Or c'est là que le PKK a pris la distance vis-à-vis des impérialismes américain et occidentaux. En réaction, il a été interdit en Europe et aux États-Unis. Le 15 février 1999 Abdullah ÖCALAN a été capturé au cours d'une action conjointe de la CIA et du MOSSAD israélien, et livré à la Turquie. Cependant, toutes les tentatives d'isolement du peuple kurde n'ont pas empêché que sa lutte de libération nationale prend toujours plus d'ampleur.

En Turquie, le peuple kurde s'est organisé politiquement. Malgré les pressions et les massacres dont sont victimes les militants politiques, le pouvoir fasciste ERDOGAN-BAHÇELI n'a pas réussi à empêcher l'entrée de 60 à 80 députés kurdes au parlement (conjointement avec les forces progressistes en Turquie). Les villes importantes du Kurdistan Nord, dans leur grande majorité, ainsi que des municipalités, ont été conquises par le HDP ou DTP (une composante du HDP). Le dirigeant du HDP Selahattin Demirtaş et 11 autres députés sont en prison depuis 2016. Des milliers de militants et sympathisants du HDP ont

été emprisonnés ou tués.

Malgré tout cela, depuis que l'ancienne députée du peuple kurde Leyla Güven a lancé la grève de la faim contre l'isolement (dans la prison d'Imrali en Turquie) d'A. Öcalan, les vagues de solidarité ne cessent, partout en Turquie et notamment dans les villes du Kurdistan Nord.

En particulier la révolution de ROJAVA en 2014-15 a donné une ampleur internationale sans précédent à la lutte du peuple kurde.

De tous ces développements de la situation, le peuple kurde et le PKK ont tiré la leçon que **le peuple kurde doit compter uniquement sur ses propres forces et sur le soutien des forces progressistes et anti impérialistes.**

Nous, communistes marxistes-léninistes en France, appelons toutes les forces communistes, révolutionnaires et progressistes à manifester leur solidarité avec le peuple kurde.

À l'heure où nous écrivons cet article, Leyla Güven poursuit sa grève de la faim depuis 95 jours. Elle peut mourir d'un jour à l'autre. La

lutte contre l'isolement d'A. ÖCALAN est une lutte contre le pouvoir fasciste en Turquie et contre ses soutiens impérialistes.

Nous demandons la libération d'A. ÖCALAN sans conditions, la recon-

naissance du droit à l'auto-détermination du peuple kurde. La solidarité avec le peuple kurde ne peut pas être séparée de la lutte contre l'impérialisme et contre toutes les forces réactionnaires

au Moyen Orient - Arabie saoudite, Qatar, Turquie, Iran, Israël - de même que contre toutes les marionnettes et les monstres qu'elles ont nourris, tels que l'État Islamique (DAECH).



Vive la lutte de libération nationale du peuple kurde !

Liberté pour A. ÖCALAN !

Leyla Güven et ses camarades en grève de la faim doivent être soutenus!

Nous publierons sur notre site la traduction d'une interview d'un dirigeant du PKK, Cemil Bayik, qui a été faite par le site Internet *Lower Class Magazine*. Il analyse les positions des différentes forces impérialistes et réactionnaires au Moyen Orient, la lutte menée par le peuple kurde et le PKK, et les leçons politiques qu'il en tire.



Venezuela: La classe ouvrière et les masses travailleuses victimes des forces impérialistes de tous bords

Extraits d'un article sur la situation au Venezuela
publié sur notre site
Pour le texte complet :
<http://rocml.org/la-situation-au-venezuela>

La crise politique qui affecte le Venezuela depuis des années s'est accentuée avec les élections présidentielles de mai 2018, à l'issue desquelles Nicolas Maduro a été élu pour un deuxième mandat, lequel vient de débiter le 10 janvier. Le cours des événements s'est accéléré lorsque, le 5 janvier, Juan Guaidó assume la présidence de l'Assemblée nationale contrôlée par les forces d'opposition. Le 23 janvier il s'autoproclame "président par intérim". L'opération a été organisée en étroite collaboration avec le gouvernement US et mise à exécution, selon un plan préétabli, au rythme de messages émis sur Twitter par Trump, par d'autres responsables de l'administration US, et par Guaidó. [...]

*

Ceux qui caractérisent le régime "bolivarien" de "progressiste" et "patriotique" admettent plus ou moins explicitement qu'il ne s'agit pas de socia-

lisme, mais de remodelage du capitalisme. Le fait est que les clivages politiques actuels au Venezuela correspondent à des clivages entre fractions de la bourgeoisie. Mais prétendre que dans le cadre du système capitaliste impérialiste mondial puisse apparaître une bourgeoisie "progressiste" anti-impérialiste, c'est introduire une confusion entre deux questions distinctes: celle concernant la libération nationale des peuples opprimés - question d'ordre politique -, et celle des liens d'un pays indépendant avec l'impérialisme - question qui, quant au fond, est d'ordre économique. Quand Lénine pose le principe du droit des nations à disposer librement d'elles-mêmes, il souligne précisément le fait que l'indépendance nationale par la création d'un état propre est parfaitement réalisable dans les conditions de l'impérialisme, mais que selon ces mêmes conditions la domination

économique du capital financier monopolistique, exercée y compris de l'extérieur, ne sera pas pour autant abolie. Ainsi au Venezuela, aujourd'hui, tenter de combattre une fraction de la bourgeoisie du pays directement liée à l'impérialisme, en s'appuyant sur une autre fraction prétendument opposée à l'impérialisme, conduit le pouvoir à l'impasse et surtout, maintient les travailleurs dans la soumission à la bourgeoisie, mondiale et territoriale.

Dans les pays dominés par l'impérialisme autant que dans les pays impérialistes dominants, seule la rupture totale avec les rapports de production capitalistes peut arracher les travailleurs à la misère et à l'exploitation. Autrement dit, il faut renverser le pouvoir de la classe capitaliste dans son ensemble et instaurer le pouvoir de la classe ouvrière, en dehors de toute "combinaison" fallacieuse.

À bas les fauteurs de troubles impérialistes!

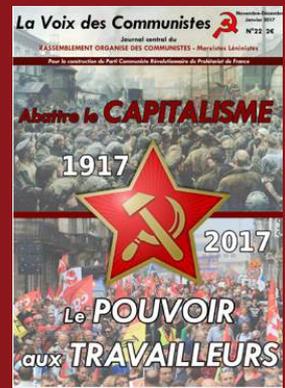
À bas l'impérialisme capitaliste, oppresseur et exploiteur!

LA VOIX des Communistes

ORGANE CENTRAL DU RASSEMBLEMENT ORGANISÉ DES COMMUNISTES MARXISTES LÉNINISTES
Pour la construction du Parti Communiste Révolutionnaire du Proletariat de France

L'ensemble des numéros parus à lire sur notre site : <http://rocml.org/vdc-2/>

Les parutions récentes 2017-2018:



Rassemblement Organisé des Communistes Marxistes Léninistes

roc.ml@laposte.net
<http://rocml.org/>



Jeunesse Communiste Marxiste Léniniste
<http://rocml.org/jeunes-communistes/>

